

RAPPORT DE LA MISSION DE PRÉFIGURATION DE LA M.E.R

MAISON ESCLAVAGES & RÉSISTANCES

rédigé par Karfa Diallo

Rapport rendu au Maire de
Bordeaux, 12 mai 2023



Maison Esclavages & Résistances

Naître ici ou là est un accident dit-on. La rue Marsan est un accident. Avoir une généalogie aussi, et un passé qui ne passe pas. De cet accident, on ne se remet pas, on met une vie à ne s'en débarrasser pas, à tourner en tous sens le récit impossible de ce qui n'est écrit ni achevé d'avance, qui s'invente à chaque pas dans la traversée de toute une existence en tirant le fardeau de la mémoire, et en faisant des rencontres, par hasard parfois mais d'autres choisies. Le fardeau est si lourd, l'hypermnésie fatigante, taraudante, un genre de folie - lobotomisez-la, que la mémoire la ferme un peu ! - et l'amnésie aussi accablante, terrifiante. Entre les deux, taillez sa route est un exercice d'acrobatie quasi de cirque, un grand écart permanent pour passer par où il n'était pas prévu de passer, échelle et cordes de rappel pour parvenir à franchir les no man's land des esplanades de l'Histoire.

Anne-Marie Garat, Humeur Noire, Actes Sud 2021

TABLE DES MATIERES

Introduction	4
Objectifs & recommandations	11
• Objectifs	
• Valeurs & histoire	
• Remarques liminaires	
• Résumé et recommandations	
Etat des lieux historique et de politique publique mémorielle	19
• La construction d'une grandeur	
• Les échecs de l'oubli : pour une nouvelle lecture du passé	
• Les réponses politiques bordelaises à la revendication sociale de reconnaissance de l'esclavage	
• « Le Comité de réflexion et de propositions sur la traite des noirs à Bordeaux » Juillet 2005 – Mai 2006	
• « La commission de réflexion sur la mémoire de l'esclavage et de la traite négrière » Sept 2016 – 10 mai 2018	
LES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE PREFIGURATION	26
• La voie du Comité de Pilotage Technique	
LE RAPPORT ARCHITECTURAL	32
LE COUT DE L'INVESTISSEMENT	45
ANNEXES	46
Valeurs et modalités de la consultation citoyenne pour la MER	
• Principes, objectifs, méthodologie, publics	
• Résumé des 10 ateliers de la consultation citoyenne	
Contribution de Karim Messaï, urbaniste	
Contribution de Vincent Bordas, militant associatif	
Contribution de Victor Randrianary, enseignant	
Activités possibles de la Maison Esclavages & Résistances	

INTRODUCTION

Il est des questions impérieuses dont la justice et la justesse doivent être les gardiens. Être juste avec la mémoire de l'esclavage à Bordeaux exige une stricte obligation d'exactitude. Celle-ci est d'autant plus pressante aujourd'hui que la dérive des discours politiques, certains ignorants d'autres d'évidente mauvaise foi, confond dramatisation et parler vrai. Cette dégradation de la parole publique, ne se sentant plus comptable de rien, engagée depuis si longtemps, peut-elle continuer à profaner la mémoire d'un crime contre l'humanité, parmi les plus importants de la « modernité » mais aussi les plus méprisés ?

La traite des noir.e.s et l'esclavage transatlantique furent une des tragédies les plus catastrophiques de notre modernité. Cette déportation sans précédent affligea plusieurs continents. Une tâche dégradant l'humanité car ce fut un crime contre l'homme. Cette tragédie ineffaçable, imprescriptible a privé le continent africain de ses forces vives, le laissant dans une situation d'instabilité et de précarité qui pèse sur sa destinée, corrompu les sociétés occidentales en y installant durablement le racisme et la suprématie.

Freinant le développement des sociétés africaines, ce trafic fit du noir une marchandise exposée, vendue, mutilée et asservie de l'Afrique vers les Amériques et l'Europe essentiellement. Aucune analyse de la situation de l'Afrique, des Caraïbes et de la condition de leur diaspora en Europe, ne peut être crédible sans une claire lumière et mise en perspective des conséquences de ce trafic. L'appauvrissement durable du continent africain et des Caraïbes, le racisme et la discrimination sont les manifestations les plus malheureuses héritées de cette histoire.

Le bégaiement de l'histoire nous aura appris la vanité de la comparaison des crimes et des souffrances. Néanmoins, la forme particulière de violence, la répartition géographique et l'organisation industrielle et intellectuelle auxquelles l'Occident va soumettre les populations africaines, feront reconnaître à l'ancien premier ministre français Dominique de Villepin que le commerce triangulaire fut, dans l'histoire de l'esclavage, « la forme la plus cruelle ».

Peu de voix se sont élevées en Europe au long des siècles pour condamner le sort atroce réservé à ces hommes, à ces femmes, à ces enfants arrachés à leurs familles, à leur terre, à leur culture, entassés dans des navires et vendus comme du bétail pour cultiver des terres que d'autres s'étaient appropriées. Cette négation du respect de l'homme fut même inscrite dans notre loi avec la promulgation du Code noir en 1685

Comment faire de Bordeaux, de la Gironde et de la Nouvelle-Aquitaine, le laboratoire d'une politique publique mémorielle qui prend en compte les derniers soubresauts contemporains de cette histoire ainsi que le point de départ d'une volonté partagée de compréhension, de réconciliation et d'engagement dans la lutte contre l'esclavage, qui subsiste encore dans certains pays ?

Voilà pourquoi il est important aujourd'hui de s'engager sur le chemin de la production de lieux de pédagogie mémorielle et de mobilisation citoyenne. La plus grande mobilisation pour les droits des noirs du XXI^e siècle, consécutive au meurtre de l'Afro-américain George Floyd le 25 mai 2020, par sa radicalité, sa nature interr raciale et ses cibles liées à l'histoire de l'esclavage sur l'espace public européen, ont surement précipité un projet que notre mobilisation collective imagine depuis 25 ans.

Si en 2005 et en 2018, les anciens maires Hugues Martin et Alain Juppé ont installé respectivement deux commissions municipales qui ont permis de sortir du tabou et de l'amnésie, par quelques timides actions politiques de reconnaissance symbolique et culturelle, ces précédents valent aussi mise en garde : l'action publique de reconnaissance d'un crime contre l'humanité ne convainc que si elle sait se rendre ouverte aux vents de la mémoire, humble et désirable.

La Maison Esclavages & Résistances est un des lieux possibles de cet accueil, où les savoirs ne sont pas seulement exposés mais co-façonnés.

Par une cérémonie d'installation du 9 mai 2022, le maire de Bordeaux, Pierre Hurmic, me confiait le soin de présider un comité chargé de rédiger un rapport de préfiguration d'une maison contre les esclavages et de rendre ce travail au plus tard le 10 mai 2023, journée nationale de commémoration de l'abolition de l'esclavage.

Pour assumer ce calendrier ainsi que cette mission, 30 personnalités représentatives de la diversité sociale et politique de l'écosystème bordelais, sont nommées dans ce comité qui s'est réuni 10 fois en séance plénière, qui a auditionné 45 expert.e.s et lancé une consultation citoyenne inédite sur une politique mémorielle de cette envergure.

Le rapport que nous présentons et remettons aujourd'hui, ce 12 mai 2023, est la version définitive, amendée et augmentée sur laquelle, à l'unanimité, les membres de la mission se sont mis d'accord.

La vérité m'oblige cependant à dire que ce comité a préféré commencer d'emblée cet important travail sans attendre les moyens financiers nécessaires que la collectivité bordelaise a promis de mobiliser. C'est ainsi que le réseau Mémoires & Partages a dû avancer les ressources humaines, matérielles et financières idoines

en attendant le financement de la ville de Bordeaux, marque de sa volonté politique. Les lenteurs et incertitudes administratives ne devant pas être des obstacles dès lors que l'engagement municipal avait été attesté publiquement et rappelé régulièrement.

Sans rentrer dans le détail de notre méthode et de nos préconisations, développées ci-après, je me contenterai d'exposer ici quels furent l'état d'esprit et les principes généraux qui présidèrent nos travaux.

Non sans avoir préalablement exprimé ma gratitude envers les équipes de Mémoires & Partages, qui se sont engagés dans ce projet avec compétence et énergie, à leur président **Patrick Serres**, mais aussi à tous les membres de cette mission de préfiguration dont l'enthousiasme, le travail et le dévouement ne se sont pas démentis, nous permettant de traverser les difficultés, sinon avec sérénité, du moins avec une conviction et une loyauté sans faille – conviction et loyauté qui furent aussi celle de **Norbert Fradin** auquel j'ai plaisir à adresser ici mes remerciements les plus sincères. J'y associe bien volontiers **Aurélie Bambuck, Karl Belmont, Julie Druillet, Vincent Bordas, Cheikh Tijaan Sow**, qui s'y sont particulièrement investis.

Je veux aussi dire ma reconnaissance à la romancière bordelaise, Anne-Marie Garat, décédée le 26 juillet dernier. Son dernier ouvrage, Humeur noire, est l'essai historico-littéraire le plus abouti sur la mémoire de l'esclavage à Bordeaux. Elle nous faisait l'honneur d'être marraine de notre projet de Maison et ce n'est que justice de lui dédier ce présent rapport.

J'ai réfléchi aux raisons pour lesquelles tant de citoyens, d'élu.e.s, d'établissements socio-culturels, de spécialistes en histoire, archivistique, en droit, en sciences politiques, en théologie, en muséographie, en chorégraphie, en mobilisation citoyenne, en arts plastiques, en projet entrepreneurial, en animation culturelle et en littérature avaient décidé de nous suivre et de nous faire confiance, et ce dès la première réunion de notre mission, le 9 mai 2022.

Celle-ci a bénéficié d'une affluence presque anormale pour notre milieu, nos moyens et ce type d'initiative, affluence qui s'est maintenue à un niveau très élevé durant une année entière. Cet engagement dans l'exigence du travail intellectuel, citoyen et démocratique nous oblige désormais – j'en suis personnellement comptable devant la mission de préfiguration, devant la mairie de Bordeaux et devant l'opinion publique.

Sans doute toutes et tous se sont-ils tant investis parce que chacun.e a senti que cette Maison, ne saurait être la maison des autres, mais doit au contraire être la maison d'un « nous » moins étriqué, plus respirable et partageable.

Au moment où les débats politiques en France et en Europe sont faussés par des crispations idéologiques qui tendent à dresser les mémoires les unes contre les autres dans un discours public stigmatisant les populations issues des anciennes colonies mis en esclavage et en colonisation, c'est sans conteste le Lieu de mémoire dont nous avons besoin.

Et puisqu'on en a besoin, l'inertie programmée de nos administrations mais aussi d'influents forces politiques tenteront encore de faire en sorte qu'il soit bridé dans ses ambitions. Raison de plus sans doute pour ne pas se diviser mais redoubler d'efforts, d'inventivité et de solidarité.

Pour ma part, si j'ai relevé ce défi et accepté cette mission, c'est en tant qu'élu et citoyen. Elu de la région Nouvelle-Aquitaine, chargé des questions d'éducation, d'enseignement supérieur et de formation, je sais combien notre jeunesse a besoin de notre lucidité à transmettre la capacité à regarder en face cette tragédie qui a laissé tant de plaies ouvertes à travers le monde et dans notre propre chair.

Je sais que pour nourrir ces futurs citoyens des idéaux des Lumières, nous devons leur être fidèles en défendant sans relâche les valeurs de la République.

Oui, nous sommes français lorsque nous sommes citoyens de l'universel, lorsque nous combattons l'oubli, lorsque nous nous confrontons à notre histoire, non pas pour creuser les plaies mais pour avancer et nous rassembler.

Citoyen parce que je crois nécessaire d'affirmer dans le débat public, une confiance renouvelée dans l'engagement – l'engagement dans le travail intellectuel et démocratique, qui ne peut être que collectif – et dans un certain style d'intervention, dans lequel, je crois, se retrouvaient les membres de la mission de préfiguration.

Celui-ci renvoie à une conviction : notre mission est de construire des lieux, de matérialiser des idées et de les rendre socialement disponibles. C'est une chance extraordinaire, une chance à saisir – ne serait-ce que pour conjurer une histoire malheureuse entre les noirs et les blancs, entre les spécialistes de l'histoire et de l'art et entre les élus et les citoyens.

Il nous fallait donc réfléchir et agir dans le cadre de la mission qui nous était confiée mais aussi plus largement dans ces termes :

« Cette mission réunira un comité scientifique et technique avec des historiens et des personnalités issues de la société civile (représentant.e.s de collectivités, de l'Etat, des associations, des entreprises, de journalistes...) pour définir le contenu programmatique, l'implantation physique d'un tel lieu, les partenariats techniques et financiers, le budget et le calendrier prévisionnel. Le travail exploratoire de la Mission de préfiguration d'un tel lieu consistera à imaginer les

conditions de réalisation d'un futur « centre de ressources et de mémoire » qui prendra en compte les préoccupations suivantes : porter sur les esclavages de notre modernité, du 15^e siècle à aujourd'hui, qu'ils soient intra-africains, arabo-musulmans et occidentaux - s'attacher à explorer les liens entre mémoire des esclavages et discriminations raciales et territoriales contemporaines avec une démarche pédagogique de compréhension et d'action - exposer des travaux artistiques et documentaires disponibles - être un lieu vivant ouvert aux évènements artistiques ».

Voici donc la feuille de route. Si, elle est, on le comprend bien, de bout en bout politique, elle est aussi poétique dans les termes qu'Aimé Césaire, dans *Cahier d'un retour au pays natal*, désignait en tentant de réconcilier la lucidité et la justice, un chemin de fraternité :

Vous savez que ce n'est point par haine des autres races

que je m'exige bêcheur de cette unique race

que ce que je veux

c'est pour la faim universelle

pour la soif universelle

la sommer libre enfin

de produire du fond de son intimité close

la succulence des fruits.

Aux crimes abominables qu'ils ont subi dans leur chair et leurs âmes, les victimes et leurs descendants ont aussi été soumis au silence et à l'oubli, nouvelles formes de souffrance et d'incompréhension. Qu'ils soient du Maghreb, des pays arabes, d'Outre-Mer, d'Afrique mais aussi d'Europe, le processus de déracinement, de négation de l'origine et de la culture a généré de multiples formes de violences dont les séquelles se font encore ressentir dans le tissu de nos villes.

Certes, il existe, maintenant, des lieux de mémoire de l'esclavage, rendus indispensables par les mobilisations citoyennes. Dans les grands ports négriers français, qui en portent la trace dans l'architecture, dans les « Maisons des esclaves », fortifications le long des côtes africaines, à l'image de Ouidah au Bénin et de Gorée au Sénégal, sur les rives des Caraïbes et d'Amérique où tant de familles vont vivre l'enfer des camps de concentration que furent les plantations coloniales et enfin de nombreux monuments assurant le souvenir de figures historiques

comme Toussaint Louverture ou Victor Schoelcher et de plus en plus d'anonymes comme Modeste Testas sur les quais de Bordeaux.

Mais aucun de ces lieux ne dira à un jeune afrodescendant désireux de connaître cette histoire, comment la résistance à ce crime a façonné l'histoire de sa ville et de son pays. C'est pour cela que notre ville, notre département et notre région doivent être capable de faire une place à cette souffrance et à cette mémoire. C'est le sens du mot fraternité. C'est le sens du travail politique et citoyen que vous nous avez confié.

Les peuples mis en esclavage ont tracé hier et continuent de tracer aujourd'hui un nouveau chemin pour l'humanité. Privés de leur destin et de leur histoire, ils tissent de nouvelles solidarités, de nouvelles fraternités. Privés de leur langue, ils ont inventé un langage propre portant la trace de toutes les cultures. En inventant le métissage, ils ont ouvert le cœur et l'esprit des hommes. C'est bien ce que nous montre Édouard Glissant lorsque, venant après Léopold Sédar Senghor et Aimé Césaire, il oppose au « devenir-esclave du monde », la « créolisation » du monde.

L'esclavage et la traite atlantique des Africains privés de liberté et opprimés était un système transnational qui a donné l'origine à l'idée de race et au racisme anti-noir. Ainsi, dans toutes les sociétés qui ont connu l'esclavage dans les Amériques, de même que dans les pays ayant participé à la traite atlantique en Europe, les populations noires continuent de porter le stigmate associé à l'esclavage. Même si certaines personnes ne sont pas porteuses d'une identité associée à l'esclavage (descendant d'esclaves), elles sont les victimes des inégalités raciales et du racisme. Dans différents pays européens dont la France et la Grande-Bretagne, l'identité de descendant d'esclave a été aussi associée à celle de descendant de colonisé.

Autrement dit, l'héritage de l'esclavage et celle de la colonisation portent plusieurs éléments en commun. Historiquement, la traite atlantique des Africains mis en esclavage et la colonisation européenne de l'Afrique font partie de ce continuum.

C'est ainsi que depuis longtemps les personnes racialisées comme noires sont celles qui mènent les débats sur la reconnaissance du passé esclavagiste dans la sphère publique et dans l'espace public, c'est dans ces espaces que les luttes politiques et le racisme se matérialisent soit clairement en rendant les sujets noirs invisibles ou par des actes clairement hostiles et violents, tel ce qui est arrivé lors de l'assassinat de George Floyd par un policier blanc nord-américain. L'espace public est le lieu par excellence des luttes politiques, donc pour mener une lutte contre le racisme anti-noir. Le mot « diversité » est ici trompeur car il masque un problème qui atteint surtout les populations racialisées comme noires.

Nous ne parviendrons pas à surmonter seuls les écueils de notre histoire. Nous ne pourrons pas tirer seuls les leçons du passé afin de garantir le respect de l'homme, de ses droits et de son intégrité à travers le monde. Pour construire un monde meilleur nous avons besoin du regard, de la voix, des blessures et de l'humanité de tous.

Le travail réalisé par la mission de préfiguration de **La Maison Esclavages & Résistances** (M.E.R) est tourné vers l'avenir, vers cette générosité et vers cet humanisme qui sont l'héritage du drame de l'esclavage. Notre réflexion ne s'adresse pas seulement aux descendants des victimes de l'esclavage mais bien à tous les Français. Pas seulement aux Français mais aussi à tous ceux que la cupidité de l'homme continue d'asservir.

Le rôle de **La Maison Esclavages & Résistances** que nous espérons installer à Bordeaux est de rapprocher les histoires, de combler l'ignorance qui peut exister de part et d'autre pour jeter les bases d'une véritable mémoire partagée. C'est indispensable si nous voulons construire un Bordeaux, une Gironde et une Nouvelle-Aquitaine de la diversité unie et rassemblée autour de ses valeurs républicaines. C'est indispensable si nous voulons honorer l'apparition de toutes ces identités nouvelles qui apportent au monde leurs richesses.

Les cicatrices de l'esclavage sont toujours visibles dans les disparités persistantes de richesse, de revenus, de santé, d'éducation et d'opportunités ici à Bordeaux, en France et partout dans le monde. La traite des esclaves africains a garanti la richesse et la prospérité des colonisateurs, tout en dévastant le continent africain et entravant son développement pendant des siècles. L'ombre de l'esclavage plane toujours sur la vie des personnes d'ascendance africaine qui portent avec elles le traumatisme transgénérationnel et qui continuent d'être confrontées à la marginalisation, à l'exclusion et au sectarisme. L'éducation est donc l'arme la plus puissante pour lutter contre le racisme hérité de l'esclavage qui sévit aujourd'hui.

La Maison Esclavages & Résistances veut lutter contre l'héritage raciste de l'esclavage. L'histoire doit être rappelée afin que, dans le présent, nous puissions surmonter et transformer ses conséquences et construire un avenir plus prometteur.

C'est pourquoi il est crucial d'investir dans une éducation de qualité. À une époque où le racisme affecte encore nos lois, nos systèmes et les descendants de ses victimes, l'éducation est la clé pour contrer l'injustice et aller de l'avant

En Europe, nous voyons comment des pays et des villes veulent introduire dans les programmes scolaires et extrascolaires la connaissance des causes, des manifestations et des conséquences profondes de la traite transatlantique des esclaves. Nous devons apprendre et enseigner l'horrible histoire de l'esclavage, et nous devons apprendre et enseigner l'histoire de l'Afrique et de la diaspora africaine, dont les peuples ont enrichi les sociétés partout où ils sont allés et ont excellé dans tous les domaines de l'activité humaine.

L'histoire de l'esclavage est une histoire de souffrance et de barbarie dans laquelle l'humain apparaît sous son pire jour. Mais c'est aussi une histoire de courage immense qui montre l'être humain sous son meilleur jour, à commencer par celles et ceux qui, enchaînés, se sont révoltés, ou, abolitionnistes, ont dénoncé ce crime atroce.

Des exemples de résistance juste, de résilience et de défi existent comme la reine Nanny en Jamaïque, la reine Ana Nzanga de Ndongo en Angola, la combattante de la liberté Sojourner Truth, qui est née en esclavage et Toussaint Louverture de Saint-Domingue, qui a transformé une rébellion en un mouvement révolutionnaire et est connu aujourd'hui comme le « Père d'Haïti ».

En enseignant l'histoire de l'esclavage, nous aidons à nous prémunir contre les pulsions les plus vicieuses de l'humanité, et en honorant les victimes de l'esclavage, nous redonnons une certaine dignité à ceux qui en ont été si impitoyablement dépouillés et aussi des ressources pour ceux qui continuent d'être exploités.

Car si la traite transatlantique des esclaves est terminée, les fondements sur lesquels elle reposait n'ont pas été complètement démantelés, ajoutant que le racisme, y compris le racisme et la discrimination anti-noirs, est toujours présent dans les sociétés. De nombreux Africains et personnes d'ascendance africaine continuent de sentir qu'ils mènent une bataille difficile pour la reconnaissance d'une atteinte à leurs droits qui n'a été ni réparée ni rectifiée.

C'est pourquoi cette mission a été si importante car elle crée un espace pour réfléchir et agir sur un chapitre sombre et honteux de l'histoire commune de Bordeaux, de la France et du monde.

L'histoire, dont les faits ne doivent pas être déformés, doit servir de leçon pour nous tous. Par l'éducation, nous pouvons réfuter tout révisionnisme avec des faits indiscutables, sensibiliser aux dangers causés par les idées fausses sur la

suprématie passée ou présente, et faire en sorte que personne ne connaisse jamais l'enfer vécu par les 15 millions de personnes que nous commémorons aujourd'hui.

OBJECTIFS, VALEURS & HISTOIRES

a - Objectifs

Depuis 20 ans, la traite et l'esclavage des Noirs sont progressivement rentrés dans le récit national français. La loi Taubira, qui en 2001 l'a qualifié de crimes contre l'humanité, l'instauration d'une fondation pour la mémoire de l'esclavage et le dynamisme de la société civile ont contribué à en faire une histoire fondatrice de la République française.

Si Bordeaux, premier port colonial français et 2^e port négrier s'est inscrit dans ce nouveau récit d'intégration républicaine, un nouveau souffle est espéré.

En effet, divers événements récents attestent d'une sensibilité renouvelée sur la mémoire de l'esclavage et sur les formes de discriminations héritées mais incompatibles avec notre ambition démocratique.

Seul un projet d'envergure, soutenu par une volonté politique inscrite dans la durée peut utilement contribuer à affirmer la mémoire de Bordeaux et à ressouder une cohésion autour d'un récit partagé car ambitieux.

La reconnaissance de la place de Bordeaux dans le commerce colonial et ses conséquences contemporaines doit y jouer un rôle important. L'héroïsme et l'exemplarité des populations descendantes des victimes et des résistantes contre la barbarie doivent y être des digues contre le ressentiment et pour la réconciliation.

Les générations actuelles expriment de nouvelles attentes. Et les bordelais.e.s ont besoin de connaître et de s'approprier le projet républicain dans ses ombres comme dans ses lumières.

Des associations bordelaises travaillent depuis une vingtaine d'années sur le projet de création d'un Lieu dédié à ces mémoires d'aujourd'hui. La plupart des grandes villes du monde de Nantes à Liverpool disposent de sites de cette nature.

Comme indiqué précédemment, le travail exploratoire de la Mission de préfiguration d'un tel lieu a consisté à imaginer les conditions de réalisation d'un futur « centre des ressources et des mémoires des esclavages ».

Cette mission a réuni un comité scientifique et technique avec des historiens et des personnalités issues de la société civile (représentantes de collectivités, de l'Etat, des associations, des entreprises, des journalistes, des architectes...) pour définir le

contenu programmatique, l'implantation physique d'un tel lieu, les partenariats techniques et financiers, le budget et le calendrier prévisionnel.

Le travail exploratoire de la Mission de préfiguration de la Maison Esclavages & Résistances d'un tel lieu a consisté à imaginer les conditions de réalisation d'un futur « centre de ressources et de mémoire » qui prendra en compte les préoccupations suivantes :

- porter sur les esclavages de notre modernité, du XVe siècle à aujourd'hui, qu'ils soient intra-africains, arabo-musulmans et occidentaux ;
- s'attacher à explorer les liens entre mémoire des esclavages et discriminations raciales et territoriales contemporaines avec une démarche pédagogique de compréhension et d'action ;
- exposer des travaux artistiques et documentaires disponibles ;
- être un lieu vivant ouvert aux événements artistiques

Cette initiative inédite témoigne de l'évolution de la conscience collective sur une question politique majeure qui continue de travailler la société bordelaise à travers des objets patrimoniaux mais aussi des problématiques sociales, sanitaires et culturelles.

La question de la mémoire de l'esclavage est au cœur des sociétés de plusieurs continents (Europe, Afrique, Amérique).

Elle permet à la fois une relecture plus équilibrée de l'histoire et le développement d'une société de respect, de tolérance et de l'acceptation de l'autre et de ses différences. Elle est sans aucun doute au cœur de la construction d'une nouvelle relation entre la France, les territoires ultramarins et l'Afrique.

Et notre région, de Bayonne à la Rochelle en passant par Bordeaux et Rochefort, a des ports qui ont été très actifs dans ce commerce honteux dont les conséquences contemporaines sont encore problématiques.

Dans la perspective de la mission qui nous a été assignée et du calendrier d'un an qui nous a été fixé, nous avons mis en place quatre outils de démocratie sociale et participative :

- **Auditions de 41 personnalités** expertes locales, nationales et internationales
- **Consultation Citoyenne ouverte** à tous les Bordelais.e.s afin de s'imprégner de leurs attentes concernant le projet de Maison des esclavages

et des résistances. 10 structures bordelaises l'ont accueillie du 28 janvier au 15 avril 2023 (liste en annexe)

- **6 Cahiers de Doléances** ont été proposés aux bordelaises et aux bordelais comme témoignages de leurs vœux à l'endroit de la Maison des esclavages et des résistances (en annexe)
- **Séance de présentation à l'Assemblée Nationale** avec les 4 députés girondins membres de la mission de préfiguration de la Maison contre les esclavages

Le groupe a tenu 15 séances de travail du 9 mai 2022 au 3 mai 2023. Notre démarche a été à la fois pluridisciplinaire et comparative.

Les membres de la mission sont représentatifs de la diversité scientifique, sociologique et politique de notre ville :

Aurélié Bambuck, journaliste, réalisatrice, **Clément Rossignol-Puech**, maire de Bègles, **Julie Druillet**, architecte, **Daniel Flaharty**, médecin, **Norbert Fradin**, fondateur du Musée Mer Marine, **Julie Duprat**, historienne, **Karfa Diallo**, conseiller régional Nouvelle-Aquitaine, **Philippe Barre**, fondateur de Darwin, **Donatien Garnier**, écrivain, **Karl Belmont**, président d'association, **Hugues Martin**, ancien maire de Bordeaux, **Naïma Charaï**, directrice d'association, **Cheikh Sow**, musicien, **Vincent Bordas**, militant associatif, **Colette Youssouf**, Familles Africaines, **Valentine Loukombo-Senga**, sociologue, **Gabriel Okoundji**, écrivain, **Alain David**, député de Gironde, **Cahéla Kouléon**, étudiante et écrivaine, **Alain Dupouy**, homme d'affaires, **Gnilane Lopy**, avocate, **Patrick Serres**, militant associatif, **Loïc Prudhomme**, député de Gironde, **Olivier Escots**, adjoint au maire de Bordeaux, **Victor Randrianary**, musicologue, **Wiame Benyachou**, conseillère départementale Gironde, **Noel Mamère**, ancien député-maire, **Nicolas Thierry**, Député de Gironde, **Thomas Cazenave**, Député de Gironde, **Karim Messaï**, Urbaniste, **Baptiste Maurin**, adjoint au maire de Bordeaux chargé du Patrimoine et du Matrimoine et **Charline Claveau**, vice-présidente en charge de la Culture de la Région Nouvelle-Aquitaine

Plusieurs invité-es ont été auditionnés, apportant leur contribution qui ont enrichi la réflexion, notamment par des témoignages issus d'expériences concrètes, locales, nationales et internationales :

Julie Duprat, historienne, **Dominique Taffin & Pierre-Yves Bocquet**, Fondation pour la Mémoire de l'esclavage, **Donatien Garnier**, écrivain, **Doudou Diène**, Unesco, **Hugues Martin**, ancien maire de Bordeaux, **Gabriel Okoundji**, écrivain,

Alain David, député de Gironde, **Loïc Prudhomme**, député de Gironde, **Noel Mamère**, ancien député-maire, **Nicolas Thierry**, Député de Gironde, **Thomas Cazenave**, Député de Gironde, **Anne- Marie Cocula**, historienne, **Marie-Claire Moraldo Kakpotia**, Les Orchidées Rouges, **Pascal Blanchard**, historien, **Lilian Thuram**, Fondation Education contre le racisme, **Chantal Loial**, chorégraphe, Cie Difié Kako, **Claudy Siar**, animateur RFI, **Muryel Sunshine**, animatrice, **Alpha Kaba**, journaliste, **Octave Cestor**, ancien adjoint au maire de Nantes, **Brian Baker**, fils de Joséphine Baker, comédien, **Aziz Skalli**, conseiller municipal, **Isabelle Taris**, conseillère régionale Nouvelle-Aquitaine, **Jean-Michel Lucas**, ancien DRAC, **Josette Thomas**, Haïiti Futur, **Mahmoud Doua**, Imam de la Mosquée de Cenon, **Marie Toussaint**, Députée Européenne, **Nicolas Florian**, conseiller municipal Bordeaux et conseiller régional, **Nicolas Michel**, journaliste, **Perrine Fifadji**, chanteuse et chorégraphe, **Philippe Poutou**, conseiller municipal, **Sandra Dessalines**, artiste plasticienne haïtienne, **Serge Romana**, Comité Marche 98, **Frédéric Laurent**, Directeur du Port, **Yves Simone**, Guide de Bordeaux, **Jean-Luc Gleyze**, président du Département de la Gironde, **Monique de Marco**, Sénatrice, **Moïse Taieb**, Rabbin de Bordeaux, **Alioune Badara Fall**, professeur Laboratoire Les Afriques dans le Monde, **Sandrine Plante**, artiste réunionnaise, **Laurent Védrine et Christian Block**, Musée d'Aquitaine

Dans un souci de transparence et avec l'accord des personnalités auditionnées, ces différents temps de concertation ont fait l'objet de comptes rendus mis en ligne sur la plateforme [YouTube de Mémoires & Partages](#). Les résultats des contributions individuelles sont également accessibles en ligne.

b - Valeurs et histoire

La mission de préfiguration s'accorde à dire que les valeurs actuelles de la Ville de Bordeaux et des collectivités locales partenaires correspondent à celles exposées dans la politique culturelle : *« la Ville placera sa politique culturelle au service de cette ambition pour faire prendre tout son sens au combat pour les droits culturels, inscrits dans l'article 27 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme : un droit humain indissociable des autres, comme le droit au logement ou le droit de choisir sa religion. Il s'agit ainsi de permettre la liberté et l'émancipation de chacune et de chacun, parce que la culture développe l'esprit critique, et permet de se construire et de créer du lien entre nous. Cette volonté de placer la culture au cœur du projet démocratique irriguera les projets de l'ensemble des institutions artistiques, traduisant leur nécessaire responsabilité éthique et sociale d'arpenter des territoires qui ne leur sont pas familiers, d'aller vers des personnes qui ne se sentent pas concernées par elles. »*

Or, l'insuffisante prise en compte politique et culturelle de l'esclavage à Bordeaux, peut être en contradiction avec ces valeurs de manière suffisamment importantes pour devenir problématiques.

Le présent rapport détaille une recommandation concrète contribuant à résoudre cette tension entre des choix du passé et une ambition pour le présent.

c - Remarques liminaires

La mission de préfiguration tient à apporter trois précisions importantes concernant les limites de l'exercice auquel il s'est prêté :

- Ce rapport ne prétend pas être exhaustif. Un tel objectif aurait dépassé de loin les mandats et moyens mis à disposition de la mission
- Au fur et à mesure de la consultation citoyenne, des débats et des suggestions des participant-e-s, le nom du futur lieu de mémoire a changé pour devenir La Maison Esclavages & Résistances (M.E.R)
- A l'exception de l'unanimité sur l'opportunité et la faisabilité d'un Lieu dédié aux mémoires des esclavages, les membres de la mission n'ont pas réussi à dégager des positions partagées sur les questionnements et conflits mémoriaux qui continuent d'agiter notre société.
- Le Rapport Architectural, en annexe du présent rapport, est une base de travail et de communication qui sera soumise aux travaux du comité de pilotage dont nous préconisons la mise en place.

d - Résumé

La mission de préfiguration tient à ce que les héritages problématiques du passé esclavagiste de Bordeaux soient pensés en lien avec leur impact dans le présent - notamment les questions liées au colonialisme, au racisme, à la pauvreté, à l'écologie et aux formes contemporaines d'esclavage et au genre.

C'est en cela que le projet de Maison Esclavages & Résistances veut compléter le dispositif muséal déjà existant à Bordeaux. Car cette mémoire est toujours vivante mais introduite dans le musée (un espace institutionnel), elle tend à être incorporé dans un discours officiel, voir devenir cristallisée.

Mais le Musée d'Aquitaine, avec ses salles permanentes consacrées à la mémoire de l'esclavage, est aussi un agent de changement dans les mentalités culturelles et politiques, de changement limité, bien sûr, mais agent quand même.

Créé pour raconter l'histoire de la ville, et notamment de ses élites dont beaucoup furent esclavagistes, ce musée ne peut être un musée sur l'esclavage même s'il faut saluer le dynamisme et l'ouverture de ses équipes mobilisées pour l'ouvrir à la société.

Mais forcément limité par les objets, oeuvres d'arts et documents de sa collection, hérités de ces élites, ce qui y domine c'est l'idée d'un passé grandiose de la ville de Bordeaux.

Comme dans plusieurs musées européens (Nantes, Bristol, Liverpool, Londres, Rio de Janeiro, etc), de façon générale, les peintures exposées dans ces lieux patrimoniaux qui représentent des personnes esclavagisées ne sont pas assez décortiquées. Les étiquettes et panneaux ne mettent pas en question ces représentations comme étant des images mettant en valeur l'infériorité des personnes noires esclavagées. Les narratifs de rébellion et de résistance ne sont pas suffisantes. Souvent on privilégie l'idée du métissage au détriment du questionnement des inégalités raciales et du racisme. La célébration du métissage est la façon française de gommer la suprématie blanche comme système.

Aussi, le Musée d'Aquitaine n'établit pas encore un lien entre la traite atlantique, l'esclavage, la colonisation, la décolonisation de l'Afrique et le racisme contemporain.

La représentation des atrocités dans le musée en général est et sera toujours problématique. Aussi, le musée n'existe pas pour remplacer les acteurs sociaux qui mènent les luttes contre le racisme.

Dans ce contexte, le musée peut être une voie par laquelle on met en question les structures de la suprématie blanche, un lieu qui fait poser des questions, un lieu pour sortir les visiteurs de leur zone de confort, pour développer une pensée critique et résiliente de l'anthropocène dont les prémisses ont été le crime contre l'humanité que fut la traite et l'esclavage des noir.e.s.

Mais pour que cela arrive il faut un long processus, il faut engager des commissaires Noir.e.s invité.e.s et permanent.e.s. Il faut aussi constamment mettre à jour les expositions, avec l'aide des représentants des communautés concernées.

Car, comme l'anthropologue Malcolm Ferdinand, en relisant certaines pratiques et épreuves aux lieux conjoints des histoires coloniales et de la conscience écologique, en mettant en lumière le désastre sanitaire et écologique de la pollution au chlordécone dans les Antilles, par exemple, ou la façon dont les politiques de préservation de la nature, de création de réserves et de parcs nationaux, non seulement arrachent physiquement les populations locales à leurs terres matricielles, mais les coupent de leurs usages, leurs moyens de subsistance et leurs

cosmogonies, il s'agit de la nécessité de penser « la modernité » avec la conscience des désastres premiers en Afrique et dans les Caraïbes, en particulier.

Le racisme, qui continue d'être la grande question du 21^e siècle, n'est pas affaire d'opinion, affaire interpersonnelle, affaire historique révolue, mais « *l'envers d'un mépris pour les écosystèmes de la Terre* », c'est à dire une manière même d'habiter la Terre. Directement lié à l'économie capitaliste, « *l'habiter colonial* » ne sera vaincu qu'à la seule condition de mettre l'antiracisme au cœur de la lutte écologique.

Surtout à Bordeaux mais aussi partout au monde, il faut donc des Maisons Esclavages & Résistances car comme le disait Edouard Glissant :

« N'allons pas croire que nous sommes en marge, à l'abri sur les côtés du courant, exerçant la toute-puissance du regard et décidant de nos choix et de nos préservations. Nous sommes tous des immigrants et nous avons tous à nous intégrer quelque part, ne serait-ce qu'à nos propres paysages. Immigration et intégration ne sont pas le lot forcé des seuls errants de la Terre, et nous sommes tous des errants du devenir du Tout-monde. Nous considérons ces masses d'histoires où tant de peuples se sont égarés et perdus, ces temps d'effacement où la trace des humanités s'est érodée sur les rochers devenus sables, ces océans engouffrant et ces déserts à vif, leur connaissance manque à nos rassemblements éventuels. Nous vivons le monde, nous avons besoin de toutes les mémoires. L'avantage d'aujourd'hui est que nous pouvons partager ou échanger nos mémoires, sans les dénaturer pour autant. Les esclavages sévissent là autour, gardons-nous qu'ils versent à nouveau dans les clandestinités qu'ils chérissent. »

ETAT DES LIEUX HISTORIQUE ET DE POLITIQUE PUBLIQUE MÉMORIELLE

Bordeaux n'est pas une ville de mémoire. Plus exactement, ceux qui la dirigent ont pris l'habitude depuis des siècles de lui forger une mémoire sélective. Pour préserver son pouvoir, chaque oligarchie a ses recettes : Bordeaux marine à l'étouffée.

Comme honteuse de la genèse de sa prospérité, Bordeaux fait du flou sur le roman de ses origines. Aujourd'hui encore, tout ce qui a trait au commerce du "bois d'ébène" et à la collaboration nazie pendant la seconde guerre mondiale est recouvert, non plus de tabou, mais d'un silence gêné ou d'une suraffirmation de reconnaissance.

A peine dite que la traite des esclaves noirs, pilier du commerce triangulaire fût l'opulence de la ville pendant trois siècles et demi. A demi avouée la collaboration des institutions bordelaises qui ont participé aux rafles de juifs déportés pendant l'occupation nazi.

Ville de commerce, refuge du gouvernement français pendant les trois dernières guerres, 1870, 1914 et 1940, contre l'Allemagne, son oligarchie a prospéré sur la collaboration avec tous les régimes.

Port négrier au dix-huitième siècle, la ville de Bordeaux a construit en partie son développement sur le commerce triangulaire. Fortement liée à l'Afrique et aux Antilles, Bordeaux a servi de plate-forme régionale au commerce triangulaire de la traite des noirs. Entreprise d'État, la traite française a emprunté tous les mécanismes modernes d'encouragement au commerce tels que les mesures d'incitation fiscale, les primes à l'armement des navires et la codification de la vie de l'esclave, que l'article 44 du Code Noir de Colbert appelait « biens mobiliers ».

Cependant, par rapport aux autres ports négriers européens (Nantes, Bristol) elle a mis du temps à reconnaître son passé de traite et d'esclavage des noirs. L'aurait-elle oublié ?

Notre cité, comme la plupart des ports de la façade atlantique, a suivi le mouvement général d'une conscience collective permissive et cupide du 18^e siècle, puis elle a tardé à donner sa place à cette mémoire dans son histoire officielle.

La déclaration en 2001, par le parlement français, de la traite des noirs et de l'esclavage comme crime contre l'humanité, la reconnaissance par Nantes, dès le début des années 90, de son rôle dans la traite transatlantique et la persistance de la discrimination et du racisme rendent plus que jamais nécessaire le travail pédagogique pour comprendre et agir sur les phénomènes que sont les survivances

contemporaines de l'esclavage, l'extrême pauvreté des Caraïbes et de l'Afrique et l'échec de la politique d'intégration sociale, économique et politique en France.

C'est pourquoi, le réseau Mémoires & Partages, à l'origine du mouvement de reconnaissance de cette histoire, mouvement d'éducation populaire né dans le bouillonnement d'une révolte contre une histoire locale oublieuse de ce passé douloureux, allie actions pédagogiques, manifestations citoyennes et culturelles, réflexions et échanges qui pourront éclairer de façon différente certains enjeux de notre société.

Ainsi, un des premiers actes d'éducation populaire issus de la société civile a été, à la suite de l'historien Éric Saugera¹, d'aider à la publication en 2004 de l'ouvrage de Danielle Pétrissans-Cavaillès *Sur les Traces de la Traite des Noirs à Bordeaux*.

Ce livre administre la preuve de l'impact de l'activité négrière du port sur le développement urbain, social, économique et culturel de la capitale aquitaine. Il rappelle tout le système d'alliances économiques et familiales qui, au-delà des armateurs, tenait ce commerce qui nourrissait au dix-huitième siècle « un Français sur neuf ».

La mission de préfiguration, installée par la ville de Bordeaux et le réseau Mémoires & Partages, a l'ambition de participer activement à l'élaboration d'une mémoire plurielle, témoin de la déportation de milliers d'esclaves² à Bordeaux. Elle entend se positionner dans le débat public national contre une mémoire officielle qui écrase les autres, et du coup amoindrit les questions de l'altérité.

1 -La construction d'une grandeur

Cet oubli bordelais a généré toute une mythologie. Ainsi nombreux sont les Bordelais qui sont convaincus qu'il y a eu des ventes d'esclaves à Bordeaux, et que les caves de certains hôtels particuliers contiendraient encore des chaînes témoins du passage des nègres !

S'il est vrai que les armateurs, capitaines et colons sont souvent revenus avec des nègres employés comme domestiques, esclaves de riches négociants, il reste qu'il n'y eut jamais de ventes d'esclaves³ à Bordeaux. Au dix-huitième siècle, la présence

¹ Auteur de *Bordeaux, port négrier*.

² Au total, cinq cents navires bordelais environ ont déporté au moins 150 000 noirs d'Afrique vers les Antilles principalement, de 1672 à 1826.

³ Saugera rapporte la libération par les autorités bordelaises en 1571, d'une cargaison d'esclaves transportée par un navire normand.

de 4 000 noirs à Bordeaux a rendu nécessaire l'Edit de 1716 qui rompit avec la tradition médiévale accordant la liberté sur le sol français. La Police des Noirs, créée en 1776, complète l'arsenal répressif et raciste en soumettant les Noirs de Bordeaux à une dure réglementation parachevée dans les « dépôts de noirs » dont le tribunal de Grande Instance porte la trace (ancien fort du Hâ)

Il est vrai qu'entre-temps la ville s'est investie dans la traite et dans l'exploitation des plantations coloniales.

Cette évolution a résulté des intérêts économiques et financiers qui se sont affirmés avec ce commerce. Ceci explique, sûrement, que dans sa construction historique et identitaire, la ville ait toujours mis en avant le commerce en droiture, avec la vente de ses produits aux Antilles et aux Caraïbes, et l'importation de produits tels que le sucre, le cacao, le café, le rhum, etc. omettant que la fabrication de ces produits dépendait étroitement d'un système fait d'exploitation et de souffrance : celui de la plantation. Elle a ainsi établi une mémoire oublieuse, parcellaire et partielle, en raillant tout un pan de l'histoire, celle de l'exploitation, de l'esclavage, de la colonisation et du racisme, dont la scène et le laboratoire est celle de la plantation.

Cette construction a été rendue possible grâce aux liens forts qui ont toujours uni le pouvoir économique, politique et intellectuel de la ville.

Bien avant le long règne de Jacques Chaban Delmas, des maires étaient aussi des armateurs négriers tels que Jean Barthélémy Gramont (1746-1816), Alexandre De Bethman (1805-1871). L'histoire officielle de l'esclavage n'a gardé que son aspect commercial et économique en omettant délibérément le côté humain et douloureux.

Cette mémoire oublieuse eut ses manifestations culturelles. L'association municipale « La mémoire de Bordeaux », dont la mission est la réflexion sur la mémoire, ne commence son travail qu'à partir de 1940 donc vers la fin de la colonisation. Ensuite, Le Musée d'Aquitaine fit, au tout début de l'an 2000, une grande exposition « Regards sur les Antilles » (avec le Fonds documentaire Marcel Châtillon), occasion ratée de pouvoir réexaminer le passé colonial et qui, une fois de plus, n'a mis en scène qu'un certain regard qui met à distance.

Cet oubli orienté avait pour but de préserver la grandeur de Bordeaux. En 2009, ce Musée, sous la pression associative, s'agrandit de quatre salles dont le récit édulcoré a déplu à de nombreux observateurs notamment la défunte romancière bordelaise Anne-Marie Garat qui, après en avoir fait une tribune dans le journal Le Monde, en fait un livre-événement « Humeur noire » publiée en février 2021.

Les intellectuels ont confirmé ce tabou : les historiens de l'Université bordelaise n'ont jamais traité ce sujet comme l'affirmait en 2008 l'ouvrage de Hubert Bonin « Les tabous de Bordeaux ».

A l'exception de l'ouvrage du nantais Eric Saugera, « Bordeaux port négrier » publié en 1995 et du plus récent ouvrage de la parisienne Julie Duprat « Bordeaux métisse, esclaves et affranchis de couleur au XVIIIe siècle », aucun livre d'un historien bordelais n'est encore venu raconter la complexité et la dimension d'un commerce dont l'impact n'a laissé aucun aspect de cette grande région.

L'argument le plus facile était de s'abriter derrière Nantes, port négrier par excellence, devant lesquels les commerçants de Bordeaux pouvaient donner l'illusion d'être « des petits garçons » de la traite. De même, dans le domaine du droit public, dans une perspective de droit positif, *le Code noir* de Colbert, dont un navire du même nom a flotté plus d'une vingtaine d'année sur la rive gauche de la Garonne, a suscité le seul commentaire d'un progrès.

Cet oubli se manifeste également dans les murs de la Cité. En effet, les beaux hôtels particuliers bordelais arborent fièrement des mascarons représentant des têtes de nègres ! Et l'office de tourisme en proposait en 2003 des petites reproductions aux touristes de passage avec un texte (rédigé sur notre demande) d'un euphémisme ridicule : « ce mascarón témoigne du passage des populations africaines à Bordeaux » !

Les rues sont également nombreuses honorant des armateurs, dont une partie de la fortune provient de l'armement de navires négriers ou de l'exploitation des plantations coloniales. Enfin, les musées depuis 2001 donnent à voir sur le thème de la traite, mais il faut noter l'iconographie très généraliste sur le sujet. La bonne conscience bordelaise a donc reposé sur un mensonge par omission, un oubli provoqué.

2 -Les échecs de l'oubli : pour une nouvelle lecture du passé

La société civile par le biais des associations s'est mobilisée pour dénoncer les manques de la mémoire officielle et pour faire émerger de l'orgueilleuse métropole, fière de sa place de premier port colonial au dix-huitième siècle, le passé enfoui qui la concerne aussi.

Ainsi, les premières fissures de ce mur d'amnésie sont apparues dans les années 1990. Des mouvements étudiants panafricanistes, des universitaires et des

intellectuels ont organisé des colloques, des conférences avec la volonté de montrer un autre versant de cette histoire : l'arbitraire, le pillage, l'exploitation, la souffrance des hommes noirs et leur résistance.

Cependant ces manifestations n'étaient pas encore structurées en revendication de sortie de l'oubli, contraintes de par le pouvoir politique local à une expression policée et consensuelle, et recouvertes par une conscience collective nationale qui n'avait retenu de l'esclavage que l'abolition. Il s'agissait alors de montrer avant même de revendiquer.

Le véritable travail de mémoire, qui n'est pas le devoir de mémoire, émergea par un mouvement collectif commencé en 1998, autour d'un événement : le cent cinquantième de l'abolition de l'esclavage.

Cet événement national provoqua deux ondes de choc : la première est la « sanctification » par la République de l'Abolition de l'esclavage, sorte d'autoglorification, dont le déploiement organisait une fois de plus l'amnésie.

Cette histoire nationale ne mettant en récit que l'avancée du mouvement abolitionniste, excluait du même coup la souffrance et la résistance des esclaves.

De là naquit la deuxième onde de choc qui se matérialisa par une manifestation dans les rues de Bordeaux au slogan « Bordeaux, port négrier assume ton histoire ». Cette manifestation s'intitulait « Journée aux mornes » par référence aux lieux (les mornes) en hauteur de la plantation, que les esclaves investissaient pour organiser leur résistance avant de redescendre sur leurs lieux de peine.

Un mouvement était né dénonçant l'exclusion dramatique et inadmissible d'une part de l'identité collective construite autour de la résistance de ces hommes, élimination qui liquidait du même coup leur humanité.

Une autre histoire existe : celle de l'organisation de la résistance contre l'esclavage par les esclaves eux-mêmes ! Elle nécessite d'engager notre regard jusqu'à la Révolution française qui repose, elle aussi, sur une omission !

En 1789, de puissants lobbies (bordelais, nantais et rochelais) s'opposèrent à l'esprit de la Révolution française en refusant que l'égalité soit applicable aux colonies. Les années 1789 à 1794 virent l'organisation d'une résistance avec notamment un mouvement libérateur à St-Domingue en 1791.

Sous l'impulsion du Serment du Bois-Caïman (cérémonie vaudou fondatrice de la liberté nègre) les révolutionnaires noirs de St-Domingue, menés par Toussaint Louverture, parviendront à pousser la Convention à la première abolition de 1794.

Cette première réussite d'une révolution d'esclaves ne pouvant venir que de cette St-Domingue. La « perle des Antilles » et colonie la plus riche d'Amérique, qui produisait neuf fois plus que la Guadeloupe et la Martinique réunies, était la vache à lait quasi exclusive des négociants bordelais maîtres des 500 000 esclaves de l'île.

Rétablie par Napoléon Bonaparte en 1802, le système esclavagiste mettra plus de 50 ans avant de céder devant la pression des marrons, dont le plus remarquable est Louis Delgrès en Guadeloupe.

On sait aussi que les conditions financières imposant au nouvel Etat haïtien de 1825 une « rançon » de 150 millions or au profit des anciens maîtres de l'île, estimée à 35 milliards d'euros par l'économiste Thomas Piketty et celles de 1848 prévoyant une indemnisation des esclavagistes des autres îles martiniquaises, guadeloupéennes, réunionnaises et guyanaises, ont creusé les fondements d'inégalités structurelles encore très agissantes sur ces départements français.

Cette histoire-là révèle que le moment de la fondation de l'identité nationale française ne coïncide pas avec celui de la fondation de l'identité citoyennes des résistants noirs.

Pourtant, la ville de Bordeaux n'a trouvé qu'une impasse pour « honorer » le grand héros de cette révolution : Toussaint Louverture. Comme si la liberté des noirs menait à une impasse. Cet acte manqué de l'élite bordelaise, à l'endroit de la seule révolution réussie d'esclaves, témoigne du poids de l'inconscient colonial dans la ville.

1998 fut donc une date de rupture, rupture avec l'oubli, rupture aussi avec une lecture moraliste du passé (comme celle qui prédomine à Gorée), qui cherche à préserver aujourd'hui des questions qui gênent.

3 -Les réponses politiques bordelaises à la revendication sociale de reconnaissance de l'esclavage

Deux commissions municipales seront d'abord installées respectivement en 2005 et en 2016 pour prendre en charge une nouvelle lecture du récit de la ville de Bordeaux

a - « Le Comité de réflexion et de propositions sur la traite des noirs à Bordeaux » Juillet 2005 - Mai 2006

Le 18 juillet 2005, Hugues Martin, député-maire de Bordeaux, qui assurait l'intérim de Alain Juppé, lançait les travaux en confiant sa présidence à Denis Tillinac, journaliste et écrivain.

Ce groupe d'experts et de personnalités était chargé de suggérer des propositions en vue de pérenniser le devoir de mémoire à Bordeaux.

Dans le Comité se trouvaient deux représentants des associations : Karfa Diallo, président de l'association DiversCités (actuellement fondateur-directeur de l'association Mémoires et Partages) et Michèle Trime, présidente de l'association Flore la Négrière.

Cette commission, qui avait été précédée de timides actes de reconnaissance notamment la pose en 2003 par Alain Juppé d'une plaque au domicile de Isaac Louverture sur la rue Fondaudége et l'inauguration d'un buste de Toussaint Louverture sur la rive droite par Hugues Martin en Juillet 2005, va rendre son rapport le 10 mai 2006 lors de la 1^{ère} journée nationale de commémoration de l'abolition de l'esclavage à Bordeaux.

Deux principales mesures sont à mettre au crédit de cette première initiative publique bordelaise :

- L'apposition d'une plaque commémorative sur les quais rive gauche avec ce texte :
« A la fin du XVII^{ème} siècle, de ce lieu est parti le premier navire armé dans le port de Bordeaux pour la traite des Noirs. Plusieurs centaines d'expéditions s'en suivirent jusqu'au XIX^{ème} siècle. La Ville de Bordeaux honore la mémoire des esclaves africains déportés aux Amériques au mépris de toute humanité. »
- La recommandation d'agrandissement de 4 salles du Musée d'Aquitaine à dédier à l'histoire de l'esclavage. Conçues et réalisées par les professionnels du musée, ces salles seront inaugurées le 10 mai 2009 en présence de Alain

Juppé, de Michelle Alliot-Marie, ministre de la Défense et Christiane Taubira, députée de la Guyane.

Rapport officiel (bordeaux.fr)

b - « La commission de réflexion sur la mémoire de l'esclavage et de la traite négrière » Sept 2016 - 10 mai 2018

Présidée par l'adjoint au maire de Bordeaux Marik Fetouh, la commission municipale est composée d'universitaires, de professionnels de la culture et de représentants associatifs.

Les 10 propositions de son rapport sont validées par Alain Juppé et rendues publiques le 10 mai 2018 :

- Un monument à l'effigie d'une esclave sur les quais
- Des panneaux explicatifs sur 5 rues de négriers
- Le renforcement du partenariat avec le rectorat de Bordeaux et les acteurs associatifs
- La création d'un "Prix de la Ville" pour récompenser une thèse de doctorat ou une publication scientifique sur la question de l'esclavage
- Le début de démarches pour un partenariat entre Bordeaux et Port-au-Prince, en Haïti
- La création d'un jardin pédagogique, dans le jardin botanique, avec des plantations de coton, café et canne
- Nommer des équipements culturels aux noms du poète martiniquais Edouard Glissant et de l'écrivain martiniquais René Maran
- La valorisation du square Toussaint Louverture, sur la rive droite
- La mise en place d'une campagne dans les transports en commun

Esclavage à Bordeaux : une enquête inédite auprès des habitants (sudouest.fr)

LES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE PREFIGURATION DE LA M.E.R

Après une année de travaux, d'auditions et de consultation citoyennes, le constat de la mission de préfiguration pour la Maison Esclavages & Résistances est optimiste : les sociétés contemporaines continuent d'être travaillées par cette dynamique mémorielle.

Les décennies de gêne et de silence dans les Outremer et de désintérêt des pouvoirs publics en France hexagonale, ont laissé la place à des politiques mémorielles, de l'Etat et des collectivités locales, de plus en plus volontaires sur les valeurs républicaines que l'esclavage permet de revitaliser.

L'accompagnement et la participation de l'Etat et des collectivités locales aux nombreuses actions et initiatives mémorielles portées par la société civile (associations, chercheurs et artistes) est sans contestation possible.

En cela, la loi « Taubira » de 2001 a été un déclencheur essentiel d'une mobilisation institutionnelle dans tous les domaines et notamment dans l'éducation nationale.

Membre de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, reconnue d'utilité publique et présidée par l'ancien premier ministre Jean-Marc Ayrault depuis le 13 novembre 2019, Mémoires & Partages, seule association inscrite en réseau sur la mémoire de l'esclavage, adhère au processus ayant conduit à la création de cette instance nationale devenue tête de réseau des organismes mémoriels en Hexagone et en Outre-Mer.

Sur les conseils et l'autorité de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, auditionnée dans nos travaux, la mission de préfiguration préconise la création d'un Comité de Pilotage Technique qui réunirait les techniciens des collectivités locales et de l'Etat impliqués dans le projet.

Le Comité de Pilotage Technique de **La Maison Esclavages & Résistances** réunira des partenaires publics et privés pour mettre en commun des moyens pour la construction et le financement du futur établissement mémoriel bordelais.

L'association Mémoires & Partages, la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, la ville de Bordeaux, la Métropole, le département de la Gironde et la région Nouvelle-Aquitaine, déjà membres de la mission de préfiguration, sont les fondateurs naturels de ce Comité de Pilotage Technique. L'Etat, par le biais de la préfecture de la Gironde, sera bien sûr sollicité ainsi que les structures déconcentrées de l'éducation nationale, de la culture, etc.



En pratique, l'intérêt du recours à un Comité de Pilotage Technique réside dans la possibilité que ce dernier offre d'individualiser l'exercice d'une activité particulière et d'institutionnaliser un partenariat souple et adapté entre plusieurs personnes morales qui ont exprimé leur volonté autour d'un projet d'intérêt public.

Le recours à la forme du Comité de Pilotage Technique satisfait donc à une triple exigence de souplesse de fonctionnement, de partage des financements et de création de valeur additionnelle. Il s'agit d'un mode d'organisation adapté à la mise en œuvre de politiques publiques confiées à plusieurs autorités, à la déclinaison locale de politiques nationales ou encore au portage de grands sujets sociétaux.

Le Comité de Pilotage Technique peut convenir à rassembler les premiers concours financiers publics et privés, et à ouvrir la future Maison Esclavages & Résistances.

Il peut faire apport de ses ressources à ladite Maison une fois créée.

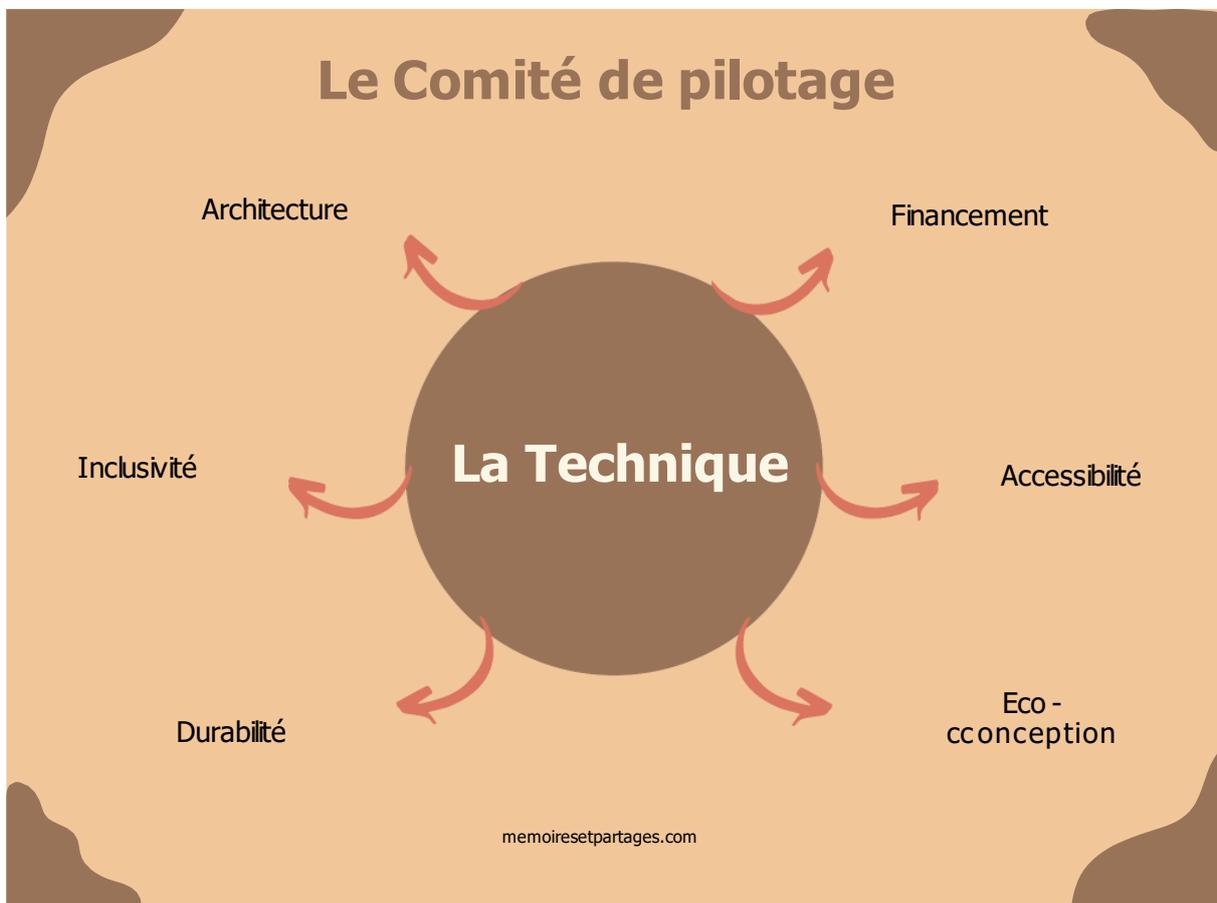
La mission de préfiguration suggère la constitution, au sein du Comité de Pilotage Technique, d'une équipe-projet qui serait chargée dans le délai le plus restreint possible :

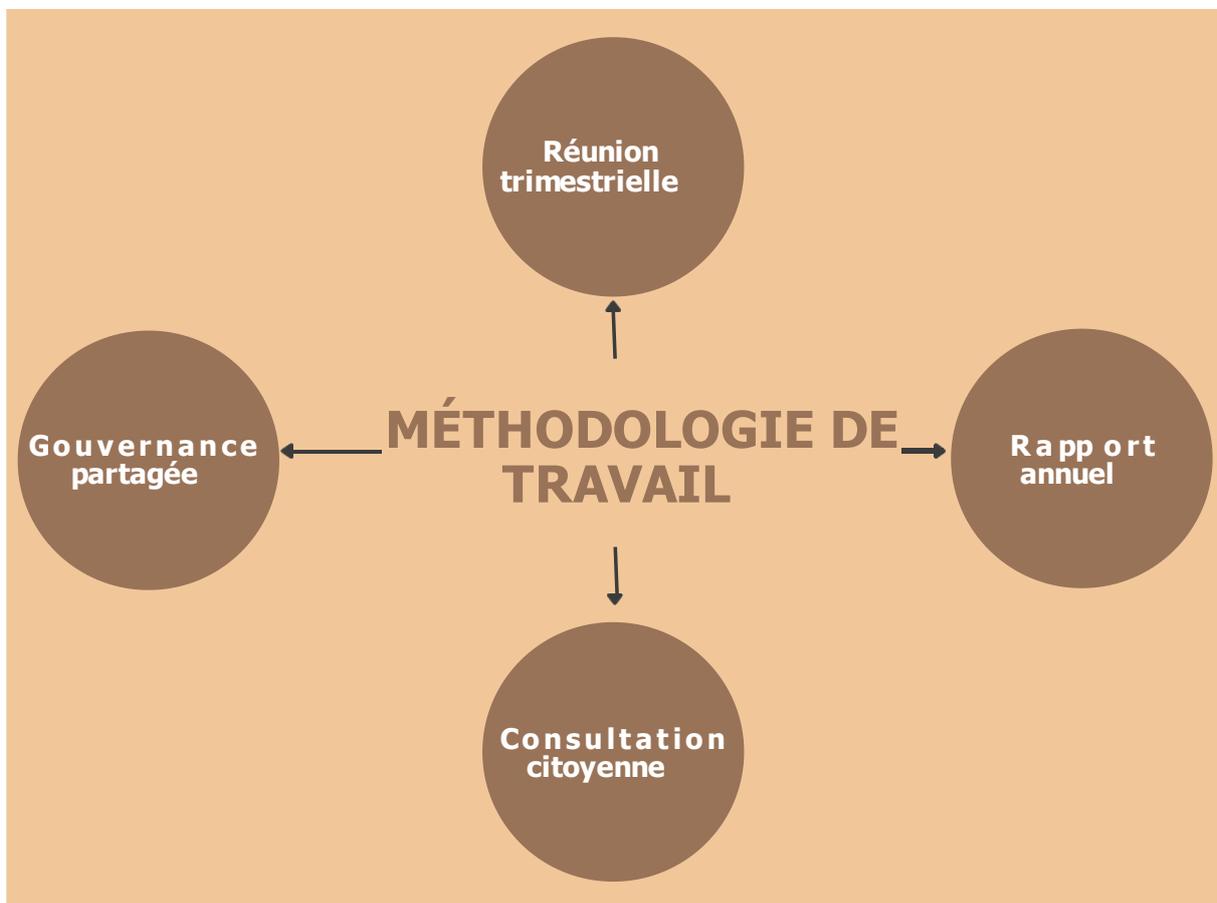
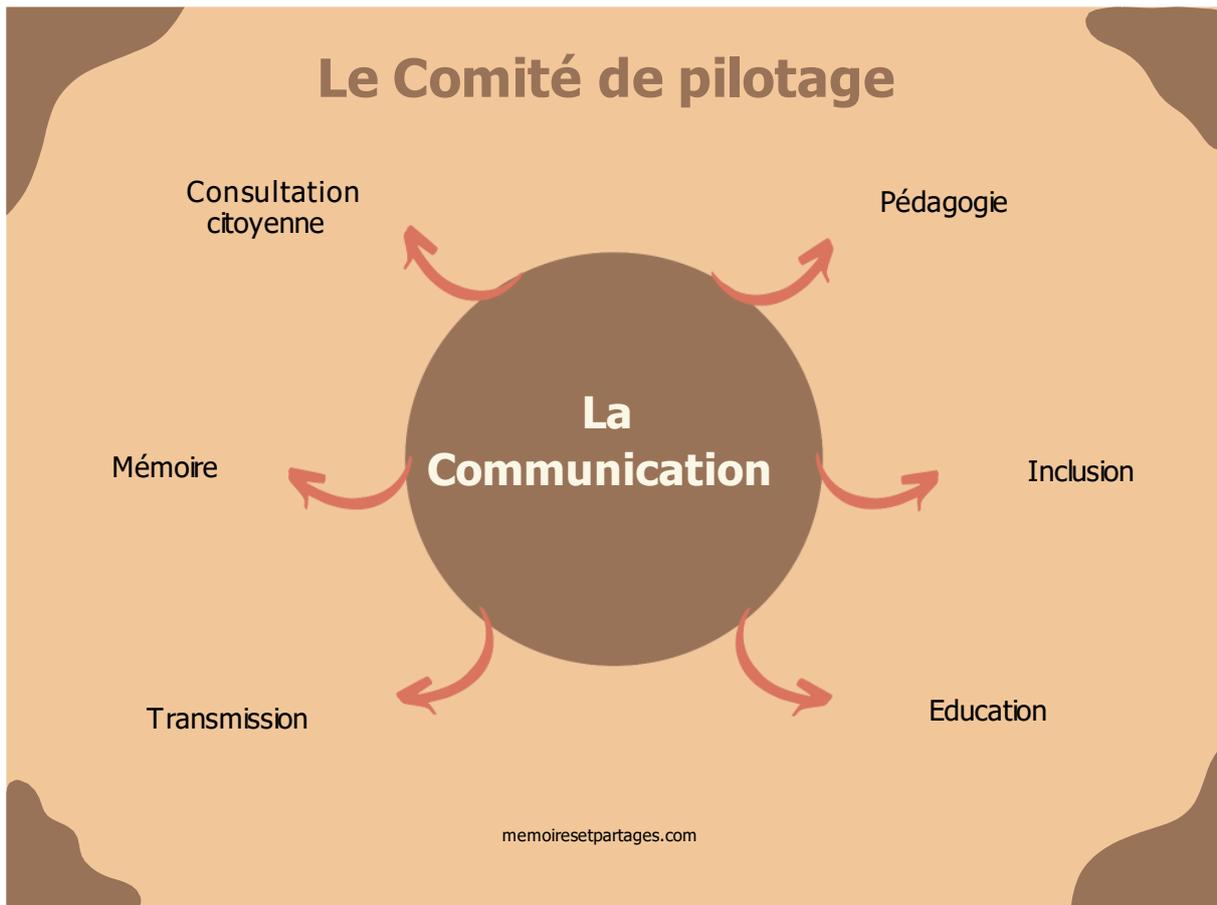
- dans cette dernière hypothèse, de réunir une assemblée générale constitutive d'une association de préfiguration de la Maison Esclavages & Résistances ;
- de consolider les engagements financiers publics et privés ;
- de fixer les conditions d'implantation de la Maison Esclavages & Résistances
- de fixer à deux ans, au plus tard le 31 décembre 2025, sa dissolution et son remplacement par la structure chargée d'administrer la Maison Esclavages & Résistances

Raison d'être

Concevoir un établissement ayant plusieurs ambitions :

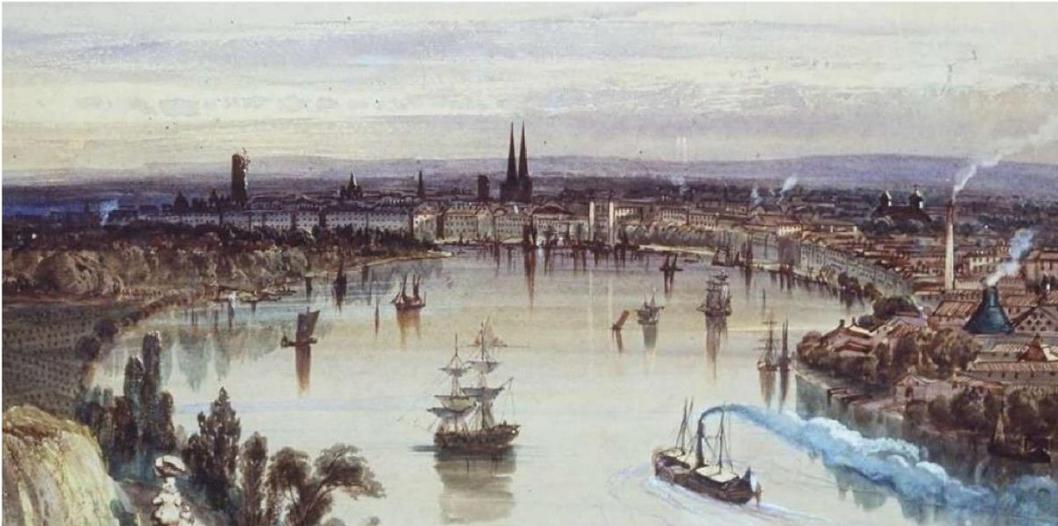
- ✓ Être un mémorial destiné à l'hommage et au recueillement
- ✓ Être un lieu d'échange et de transmission ouvert sur la société
- ✓ Préconiser un bâtiment dont la symbolique permettra d'adresser un message à toutes les victimes, aux résistant.e.s mais aussi aux publics les plus larges possibles, en privilégiant une localisation dans Bordeaux
- ✓ Déterminer la nature des publics, des médiations et des formes de transmission
- ✓ Travailler en gouvernance partagée par l'intelligence collective





LE RAPPORT ARCHITECTURAL DE LA MAISON ESCLAVAGES & RESISTANCES

Par Julie Druillet, architecte et membre de la mission



Le port de Bordeaux en 1850, par Hérault © Crédit photo : Archives de Bordeaux Métropole

MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

BORDEAUX - MAI 2023



INTENTION

Il est aujourd'hui plus que nécessaire de mettre fin au silence et réhabiliter un pan de l'histoire de Bordeaux.

C'est par son ancien rôle dans le trafic colonial que Bordeaux constitue un territoire fertile à l'exercice de la commémoration. On recense 400 expéditions en partance de Bordeaux, ce qui a engendré la déportation et l'esclavage de plus de 150 000 Africains.

Ce projet a donc pour but d'assumer une partie de l'histoire de Bordeaux en instaurant une véritable gouvernance mémorielle autour d'une maison contre les esclavages.

Située sur la rive droite, ce territoire constitue un véritable espace de représentation. Sa rive opposée, mise en accusation est le point de rencontre. A la fois projet urbain et social, le projet a besoin d'une image bâtie. Intimement lié à la Garonne, le projet se développe en regardant sa rive. Son programme est mixte et vivant. Véritable outil pédagogique d'une mémoire active, le corps enseignant pourra y formaliser des ateliers éducatifs. L'art sous toutes ses formes s'inscrit dans le programme. Un parcours commémoratif articulé avec l'espace public habitera les lieux.

Cet incubateur dont la fonction est de connecter les mémoires et de sceller une appartenance commune, abrite un programme où l'on se soustrait au tumulte de la ville. Se remémorer est un rite, ce projet semble s'apparenter à un ensemble prêt à recevoir, permettant tout à chacun d'interpréter les images et les significations. S'affranchir de la mise en scène muséographique pour façonner un paysage mémoriel actif.

Contre l'amnésie collective voici le leitmotiv de ce projet.

MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

BORDEAUX - MAI 2023



CONTEXTE

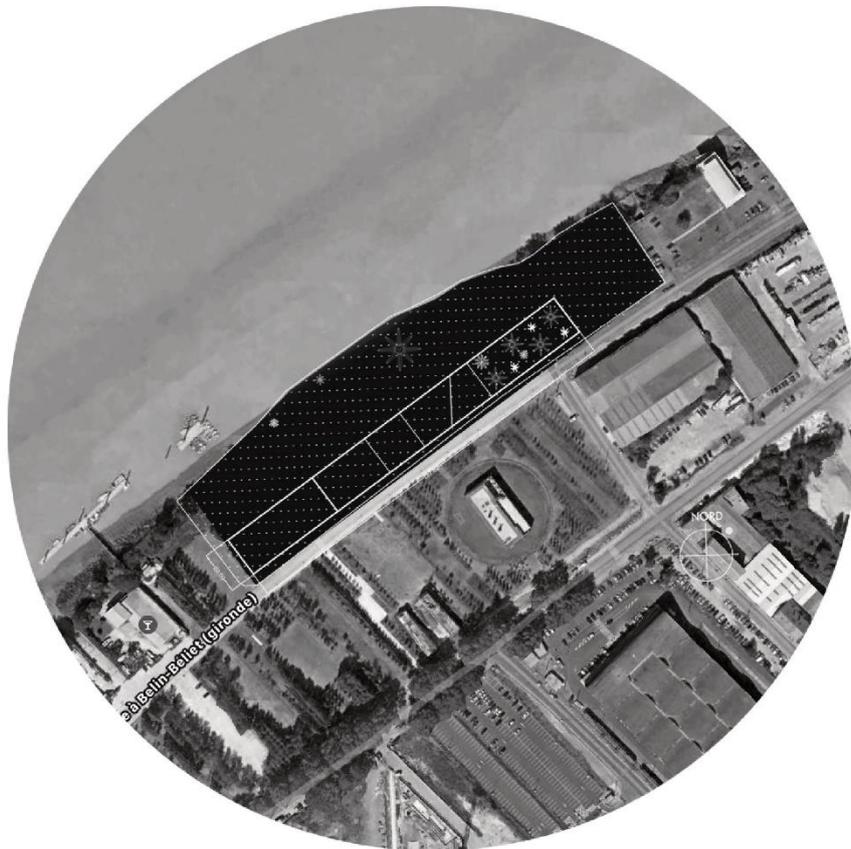


MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

BORDEAUX - MAI 2023



LIEUX

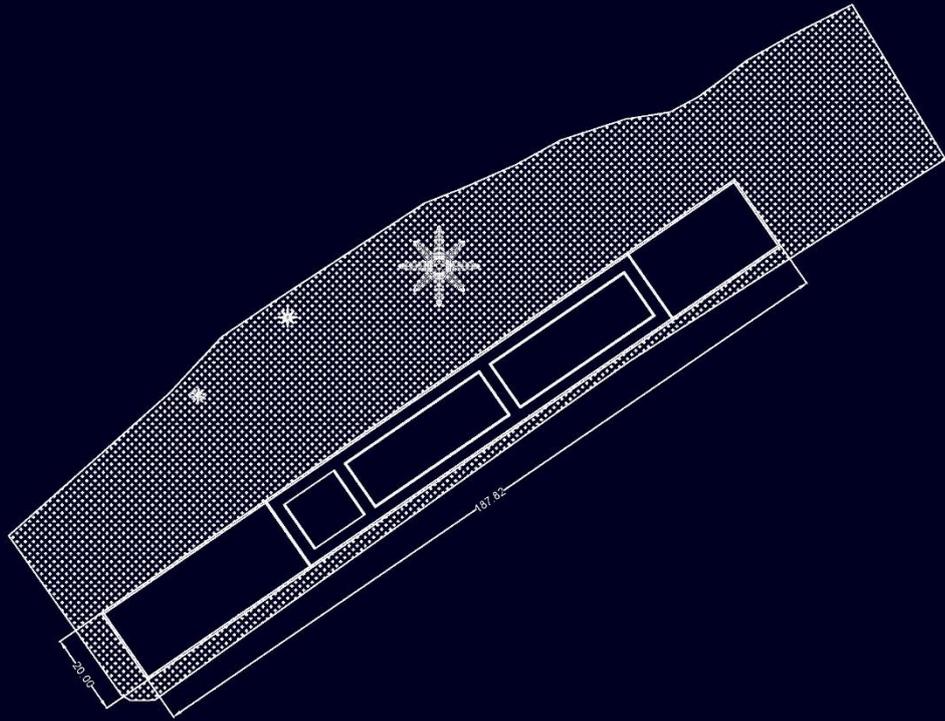


MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

BORDEAUX - MAI 2023



ANCRAGE

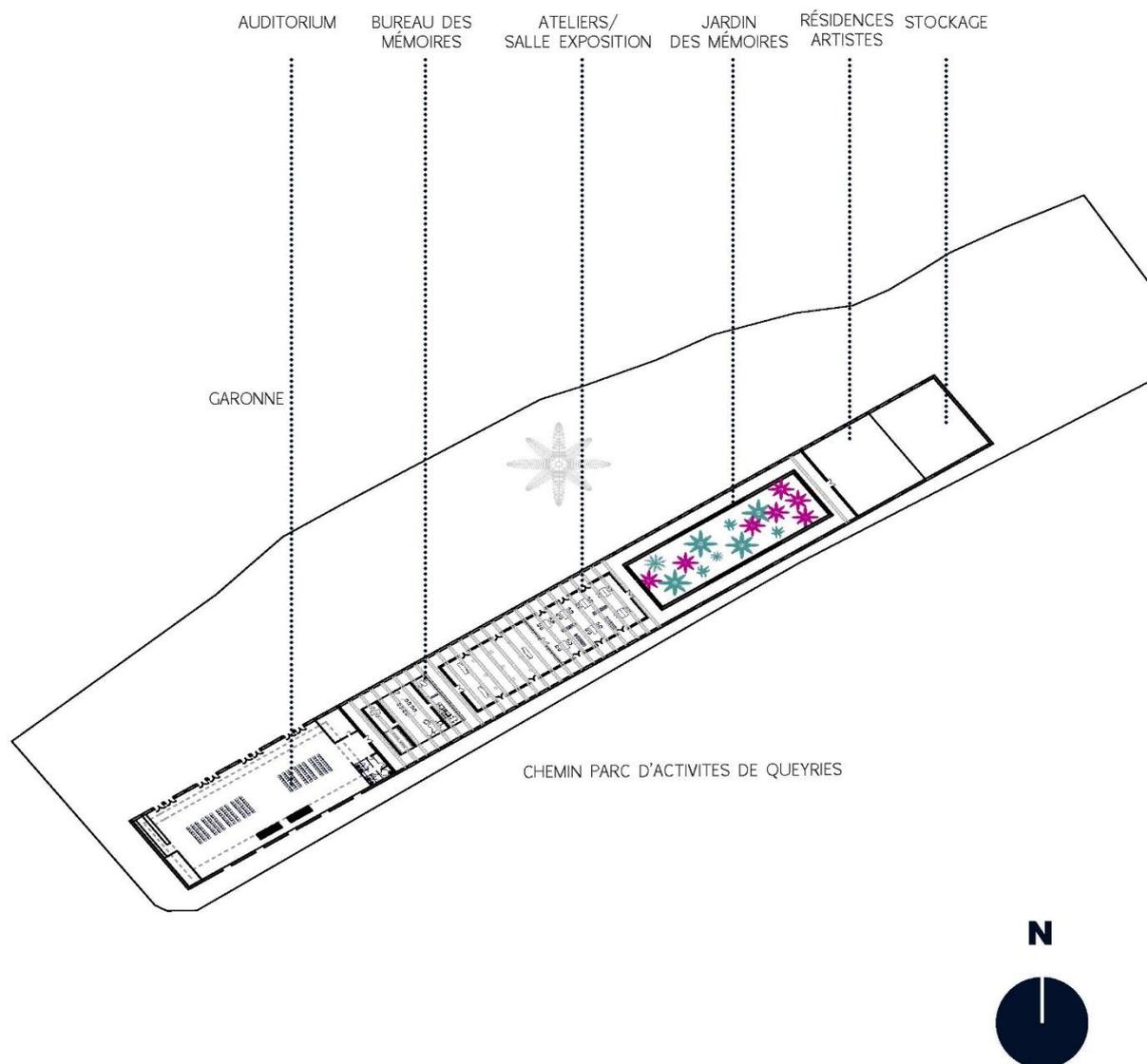


MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

BORDEAUX - MAI 2023



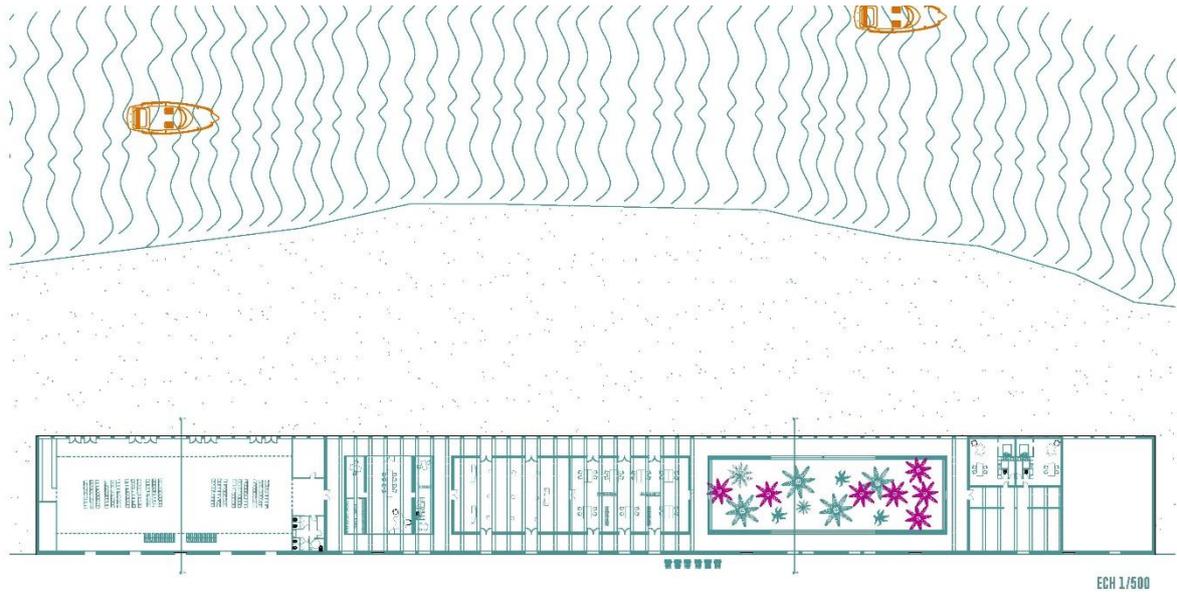
MCE



MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

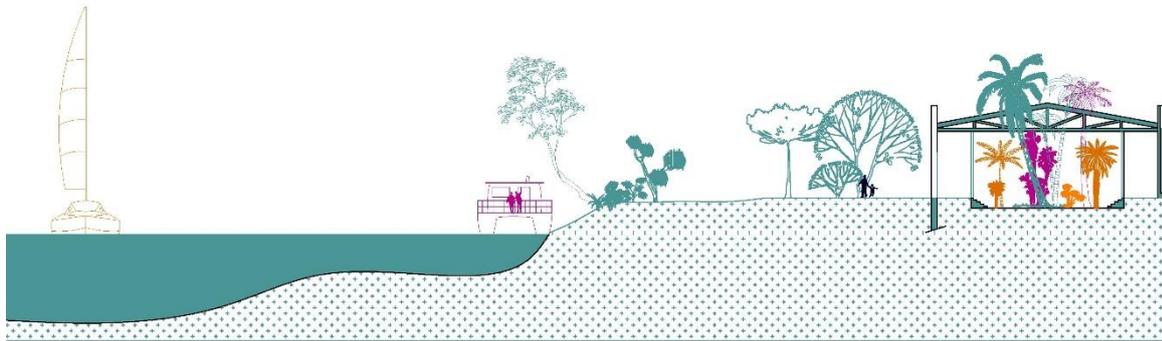
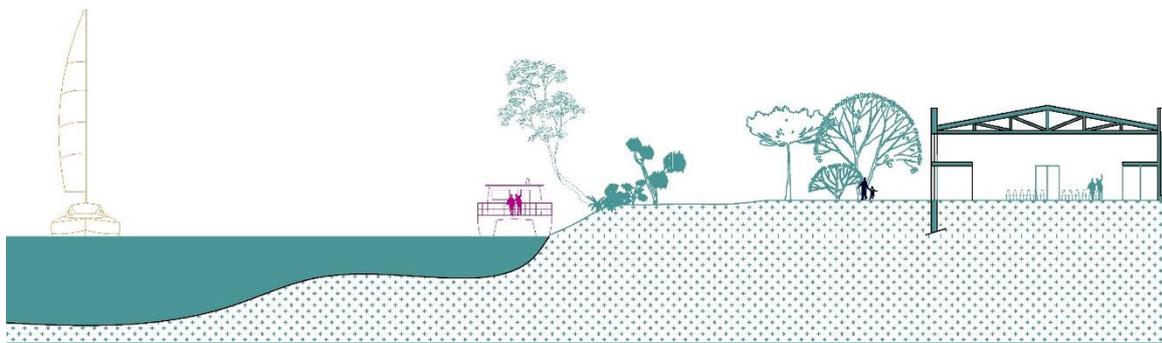
BORDEAUX - MAI 2023





MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

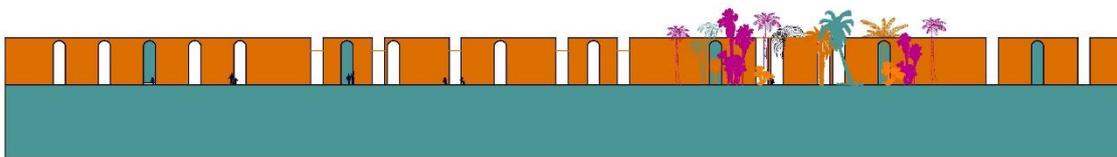
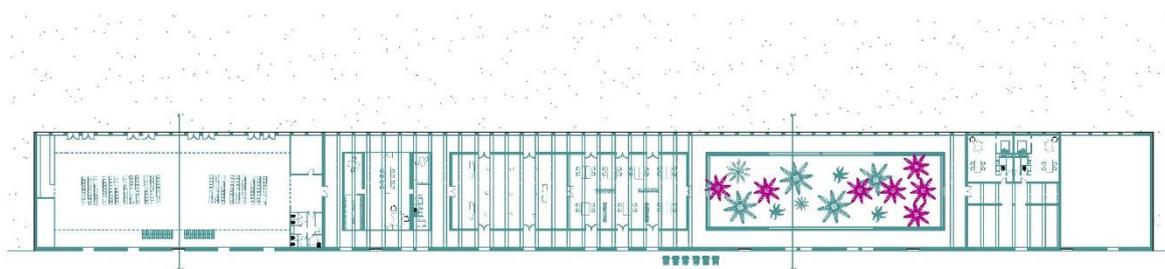
BORDEAUX - MAI 2023



MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

BORDEAUX - MAI 2023





ECH 1/500

MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

BORDEAUX - MAI 2023



MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

BORDEAUX - MAI 2023





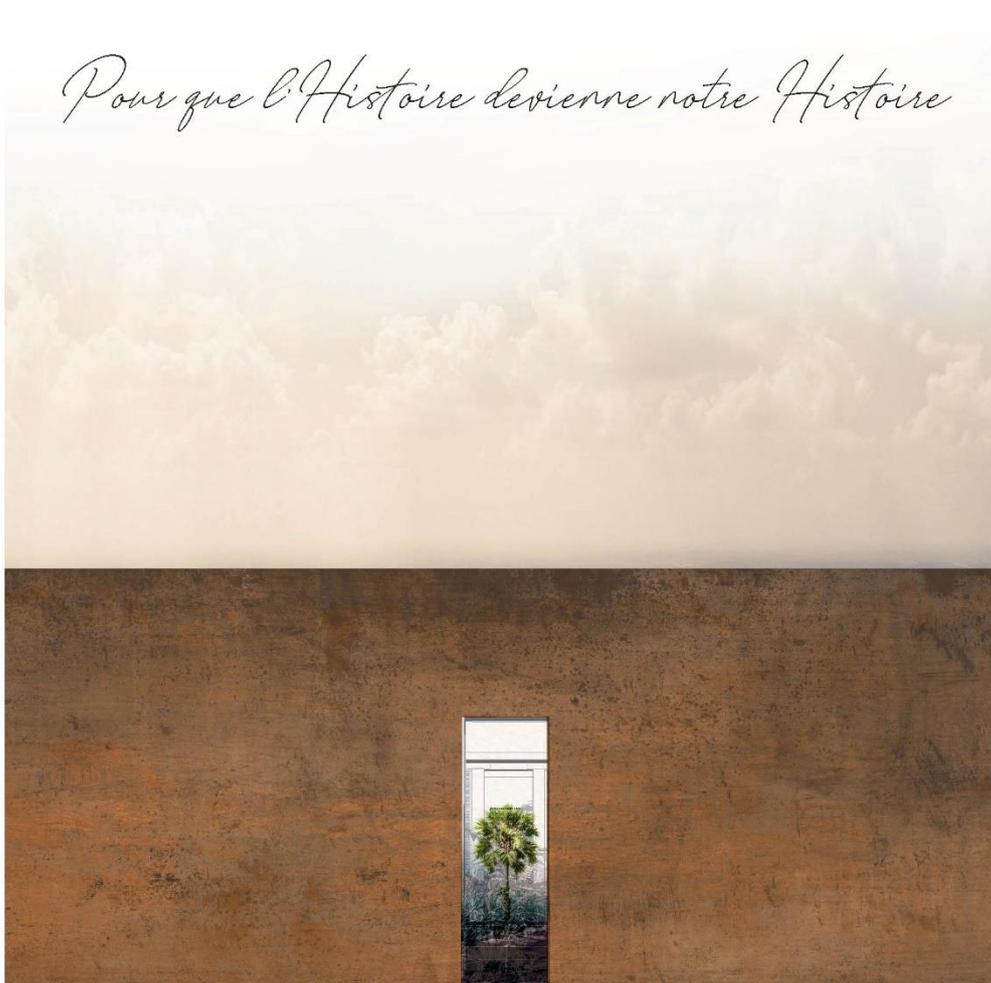
BUREAU DES MÉMOIRES

MAISON ESCLAVAGE ET RESISTANCE

BORDEAUX - MAI 2023



Pour que l'Histoire devienne notre Histoire



**MONTANT DE L'INVESTISSEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LA MAISON
ESCLAVAGES & RESISTANCES**

5 600 000 €

TOTAL BATI : 900 m2 au sol

Viabilisation : 200.000€

Voirie : 200.000€

Construction

900 m2 x 3.600€ = 3.240.000€

(prix au m2 réévalué par rapport fourchette basse)

Equipement Bâtiment: 1.800.000€

Equipement Fonctionnement MER: 150.000€

ANNEXES

VALEURS, MODALITÉS ET RESUMÉ DE LA CONSULTATION CITOYENNE POUR LA MAISON ESCLAVAGES & RESISTANCES

Qualifiée d'inédite en France par la Fondation pour la Mémoire de l'esclavage (lors de son audition), la consultation citoyenne pour la Maison Esclavages & Résistances (M.E.R) s'est déroulée du 31 janvier au 15 avril 2023, dans 7 quartiers, à l'invitation de 10 structures socio-culturelles et auprès de 700 Bordelais.e.s, Néo-Aquitain.e.s. Nous avons eu, lors de ces consultations, une présence et une participation importante d'enfants accompagnés de leurs parents. Au fur et à mesure que nous avançons, lors des différentes consultations, les discussions et suggestions faites par le public ont permis d'évoluer concernant le nom du lieu : Maison Esclavages & Résistances.

Conçus par le formateur, Cheikh Tijaan Sow, membre de la mission de préfiguration, les principes, les objectifs et la méthodologie de la consultation citoyenne ont été co-construits par le groupe de travail à l'occasion d'une séance de formation précédant la mise en œuvre du processus.

Les principes de la consultation

- Liberté : l'expression d'une parole libre, possibilité pour chacun des participant.es d'émettre propositions et avis
- Égalité : la parole de chaque personne également considérée et prise en compte
- Fraternité : démarche collective et solidaire au service du dialogue intergénérationnel et interculturel

- Bienveillance et non jugement

Les Objectifs de la consultation citoyenne

- Encourager les échanges entre les participants-tes
- Donner son avis sur le projet de la Maison Contre les Esclavages (MCE) grâce au partage de connaissances
- Informer et enrichir la décision finale de la Ville.

- Favoriser l'émergence d'idées créatives
- **La méthodologie de la consultation citoyenne**

Ainsi, pour que ce futur patrimoine puisse reposer avant tout sur les significations et les usages que les citoyens, citoyennes et groupes lui attachent, la méthodologie construite se décline comme suit :

Le public visé par la consultation

- Les bordelais et bordelaises, les néo-aquitain.e.s de toutes générations
- Les associations de la diaspora africaine et afrodescendante
- Les actrices et acteurs de la lutte contre les discriminations et le racisme
- Les acteurs et actrices pour la diversité culturelle, la promotion des droits culturels, de la dignité et de la liberté des personnes Les acteurs et actrices intervenant dans le champ de l'interculturalité

Les tables de la consultation citoyenne

Une fois le sujet à explorer défini, les participants-tes sont répartis en groupes de quelques personnes réunies autour de tables. Chaque table tente de répondre à une question liée au sujet. À intervalles réguliers, environ toutes les 15 minutes, les participants changent de table afin d'aborder une nouvelle question.

Un « hôte » est nommé et reste à la même table tout le long des différentes séquences. Il est chargé de résumer les grandes lignes de la discussion précédente aux nouveaux invités. On assiste alors à une « pollinisation » des idées issues des conversations précédentes avec les autres participants.

Au terme du processus, tous les participants se retrouvent pour résumer les principales idées retenues et principales actions et activités proposées.

RÉSUMÉ DES 10 ATELIERS DE LA CONSULTATION CITOYENNE

Les ateliers ont réuni en moyenne 40 personnes par séance. A chaque fois, il s'est d'abord agi pour les participant.e.s d'échanger sur la définition de l'esclavage et sur les différentes approches qui pourraient être données à son interprétation.

I / ESCLAVAGE OU ESCLAVAGES ?

Nous avons collectivement détaillé **trois éléments qui éclairent** la manière dont la M.E.R pourrait/devoir se saisir du sujet :

Dans une approche « directe », « terre-à-terre » ou formelle, l'esclavage renvoie à des réalités passées ou présentes, à des situations observables, des événements et des phénomènes qui sont ou ont été « contextualisables », selon des paramètres idéologiques, historiques, sociologiques, économiques, psychologiques, politiques... Ces contextes peuvent être identifiés, analysés, interprétés, montrés.

Ces éléments les plus factuels du phénomène de l'esclavage ne suffisent toutefois pas, selon les participant.e.s, à appréhender la réalité globale de l'esclavage et de ce que celle-ci dit et éclaire dans notre responsabilité collective, aujourd'hui et pour le futur de l'humanité.

L'esclavage, au-delà de réalités historiques et contemporaines, est aussi, le plus souvent, la manifestation de systèmes construits et pensés pour générer et permettre l'asservissement. Les environnements au sein desquels, hier et aujourd'hui, florissent les mécaniques de l'esclavage ne sont pas étrangers à son développement. Au contraire, ils doivent être analysés comme des processus qui permettent ou favorisent l'exploitation de l'être humain par l'être humain. Souvent, ces processus sont ceux de l'essentialisation, de la réduction des libertés et de la dignité de l'être humain, seuls moyens de justifier dans des idéologies malades les exploitations qu'elles visent. La question du racisme est, à ces deux titres, intimement corrélée avec les manifestations de l'esclavage depuis plusieurs siècles.

Ces deux aspects ne sont toutefois toujours pas suffisants pour appréhender toutes les facettes de l'esclavage, et donc pour déterminer comment il convient de le mettre à nu pour mieux le combattre. Certaines formes de l'esclavage ne sont pas forcément liées à une approche raciste de l'humanité.

L'esclavage est avant tout une des formes les plus brutales et les plus aliénantes de la domination. Elle est une parodie de relation humaine, viciée et perverse, qui déshumanise toutes les parties de son équation. L'esclave est réduit à l'état de chose ou de force de travail et séparé, catégorisé hors de la famille humaine. Le propriétaire de l'esclave, tragiquement à son insu, se sépare de sa propre humanité en adoptant une position tyrannique dans sa relation à l'autre. S'il ne peut y avoir aucune ambiguïté dans l'asymétrie des souffrances que l'esclavage provoque, il faut rappeler en effet cette réalité : la déchéance morale du « possédant » est une des conséquences de l'esclavagisme tout autant que l'aliénation de l'asservi.

Cette approche de l'esclavagisme permet, à travers ces trois regards, de mieux comprendre toutes les formes de l'asservissement passé et moderne, ce qui les lie et ce qui les sépare. De la traite des noirs à l'esclavage contemporain, de l'exploitation au travail à l'asservissement sexuel, l'unité que devrait permettre une maison contre les esclavages et pour les résistances est bien celle non pas des phénomènes à combattre, mais du cri de la dignité et de la liberté humaine qui leur fait face.

II/ POURQUOI UNE MAISON CONTRE LES ESCLAVAGES ?

En poursuivant les échanges en continuité, cette triple compréhension du phénomène de l'esclavage a permis au groupe de préciser trois éléments de la mission de la Maison.

Le mot de « Maison » a résonné pour plusieurs des personnes présentes, et permis certaines analogies d'un lieu où la famille humaine doit pouvoir « **se retrouver** », et échanger dans le confort d'un lieu pacifié pour mieux surmonter ses « traumatismes », ses « tabous ». La maison est un lieu intime, qui doit, pour « **transmettre** », assurer qu'elle est un lieu où peuvent être révélés les histoires

communes les plus délicates et les plus douloureuses : la maison contre les esclavages doit être, certainement, un « lieu ressource ».

La première échelle de ces ressources est celle de l'humanité. La maison doit parler des esclavages, de tous les esclavages, et certainement des mécaniques de domination et d'aliénation de l'être humain en général. Parce que Bordeaux est une ville particulière, et que son histoire négrière est profondément ancrée dans sa peau de pierre, sa mémoire doit pouvoir devenir une ressource à cette fin. L'universalité du message porté par une maison contre les esclavages doit lui permettre à la fois de regarder son passé sans détourner le regard, et de tracer un chemin pacifié et heureux pour que ses cicatrices transmettent un récit qui permette l'émancipation des générations futures.

La seconde échelle du lieu doit être celle, collective, qui fera se rejoindre les militances diverses pour la dignité humaine. Pour que les ressources de l'histoire de l'esclavage servent une cause vivante d'humanité, elles doivent, chaque jour, se mettre en lien avec les organisations qui luttent au nom des mêmes idéaux : par-exemple, la lutte contre l'esclavage doit pouvoir recevoir et accueillir le combat de l'égalité entre les hommes et les femmes, et ses militant.e.s, autant qu'elle prétend y être reçue. Elle doit être un lieu d'échange autant que de sensibilisation.

Enfin, la Maison doit être une ressource pour les personnes. Il serait cynique de prétendre lutter contre le phénomène de l'esclavage sans écouter, avec empathie, les récits des personnes qui, aujourd'hui, vivent des situations d'indignité, d'asservissement ou de domination. La Maison doit donc disposer de moyens pour accueillir, accompagner, soutenir les personnes qui auraient besoin d'un accueil en humanité.

III/ COMMENT IMAGINER LA MAISON CONTRE LES ESCLAVAGES ?

Dans cette logique de lieu d'accueil et de ressources plurielles, le groupe a détaillé quelques aspects qui permettraient de favoriser le bon exercice des missions évoquées plus haut, toujours autour de trois piliers.

La Maison doit contenir les moyens d’informer, de transmettre et de rechercher. Elle doit permettre que la mémoire des esclavages soit contenue et préservée, et recueillir les histoires nouvelles qui auraient sens à y trouver place.

La Maison doit être un lieu vivant, de vie. Elle doit faire bouillonner ses ressources mémorielles pour servir les échanges et les relations entre les personnes. Le partage et l’interculturalité doivent permettre l’accueil de manifestations de tous types qui favoriserait la mise en discussion des sujets qu’elle aborde, ou la célébration de nos humanités diverses et complémentaires. Depuis la projection de films jusqu’aux repas avec les voisins du quartier, toutes les formes culturelles y seront reconnues.

La Maison doit pouvoir être appropriée et réappropriée par les personnes qui y viendront, qui la parcourront, qui l’avoisineront ou non. Elle doit considérer la possibilité pour tous et toutes de s’y exprimer, de contribuer à son message d’humanité et doit même permettre la délibération collective sur les sujets qu’elle aborde. Elle doit, pour favoriser cette vivacité dans le débat et l’organisation, se prémunir en adoptant un cadre clair pour cette appropriation par les personnes, fondé sur des valeurs transparentes et fermes.

IV/ A QUI S’ADRESSE LA MAISON CONTRE LES ESCLAVAGES ?

Si le groupe est unanime pour affirmer que la Maison doit pouvoir « s’adresser à toutes et tous », nous avons considéré avec humilité la nécessité de faire lien avec les structures ou les personnes qui seraient les plus « éloignées » ou « indifférentes » vis-à-vis de la cause de la lutte contre les esclavages.

Au-delà des partenariats qui pourraient être établis plus traditionnels, via les démarches de sensibilisation et de travail aux côtés des enfants et des étudiants en particulier, nous avons estimé qu’il serait pertinent d’inscrire dès à présent l’ambition de « construire avant de déconstruire », c’est-à-dire de favoriser de vraies relations humaines avec toutes les personnes, et non de les considérer comme de simples publics ou visiteur.e.s potentielles. D’un point de vue stratégique autant que par souci de cohérence, il faut que la Maison contre les Esclavages puisse établir des liens avec celles et ceux qui, à priori, ne

se sentiraient pas impliqués dans sa démarche. Il ne s'agit donc pas uniquement de savoir « à qui l'on s'adresse », mais plutôt de déterminer « comment on coconstruit ».

Une offre de formation coconstruite avec les structures qui avoisinent la Maison pourrait s'avérer pertinente (avec les écoles ou universités, les centres sociaux et culturels, les lieux artistiques, les commissariats, les structures de la santé, etc...).

En particulier, la Maison contre les Esclavages doit pouvoir entretenir des relations positives et mutuellement porteuses de sens avec les habitant.e.s du quartier où elle sera implantée. C'est le premier indicateur de sa capacité à porter un message d'humanité au service de chacune et chacun.

V/ QU'EST-CE QUI SE TROUVE AU SEIN DE LA MAISON ESCLAVAGES & RESISTANCES?

Les participant.e.s aux groupes avaient détaillé précédemment les multiples perspectives qui pourraient s'ouvrir selon les opportunités porteuse de sens. Nous avons donc détaillé ici le sens qui devrait conduire à faire des choix et à estimer les contraintes légitimes du lieu. Les formes d'information, d'organisation, de contenu ou d'évènements qui pourraient être accueillis au sein de la Maison ont semblé moins importantes que l'affirmation de valeurs fondamentales et la possibilité pour les personnes accueillies de contribuer elles-mêmes à ce contenu.

Ainsi la MER devrait pouvoir disposer de suffisamment de ressources diverses, pour être adaptable et permettre aux personnes de contribuer et faire du lieu « leur » Maison. Organisation de conférences, bibliothèque, lieu de concert ou tablee des voisins, qu'importe tant que cela permet aux personnes d'approfondir le sujet abordé par la Maison et de développer des relations dignes et émancipatrices. L'agencement du lieu doit permettre cette diversité d'activités avec la possibilité d'un espace de restauration, un lieu d'exposition et de création, un espace de recherche et de travail en co-working, un centre de ressources, des permanences, etc.

Le cadre des échanges doit toutefois être celui qui permet la prise en considération des valeurs portées par la Maison : les droits humains fondamentaux dont les droits culturels des personnes, la diversité culturelle, la responsabilité vis-à-vis du monde vivant...

VI/ QUELLE STRUCTURE DEVRAIT PORTER LA MAISON ESCLAVAGES & RESISTANCES ?

Dans ce même esprit, il a été évoqué dans ce groupe que l'essentiel serait que ces valeurs et **la démarche portée par la Maison soit la plus claire possible dans les relations avec les institutions et collectivités** qui pourraient être amenées à soutenir le lieu.

Nous avons rapidement imaginé qu'une association puisse être créée, ou que l'association Mémoires & Partages soit directement chargée du projet considérant sa démarche cohérente et initiatrice.

Les participant.e.s ont précisé qu'il serait important, pour les raisons précédemment évoquées, **que les habitant.e.s du quartier/de la commune où la Maison serait implantée puissent participer à la gouvernance** du lieu. On peut imaginer une association gestionnaire ou 49% des sièges au Conseil d'administration soient réservés à des personnes physiques ou morales implantées dans le quartier.

L'espoir est que les habitant.e.s puissent se sentir impliqué.e.s et que le lieu favorise des relations de qualité avec et entre les structures : que les élèves de l'école de musique locale rencontrent et organisent des concerts avec des artistes invités par la Maison, ou que les commerçants du quartier disposent d'un lieu de rendez-vous pour leurs réunions en échange d'une formation de sensibilisation, tout doit être possible si les relations sont sincères !

CONTRIBUTION DE KARIM MESSAÏ, URBANISTE

Maison Esclavages & Résistances

L'émergence d'une conscience collective autour de la question mémorielle de l'esclavage, 175 ans après son abolition, fait toujours son chemin dans nos sociétés contemporaines. Faire une Maison contre les esclavages et pour les résistances, l'animer, faire vivre cette mémoire ressort de la nécessité.

Plus qu'un musée à l'histoire figée et éclairant notre lanterne sur l'horreur de l'esclavage passé, il s'agit ici d'une maison, ouverte, dynamique et transcendant la seule question de l'esclavage en la mettant en perspective des différentes résistances.

Dans ce contexte international, marqué par des crises migratoires qui cachent bien souvent des nouvelles formes d'esclavages, il n'existe nulle part dans le monde de Maison Esclavages & Résistances.

A l'échelle nationale, certains parlent pudiquement de « réminiscence » d'une forme d'esclavagisme moderne lorsque la triste actualité évoque différents ateliers, des enfermements forcés, des camps de travail ou plus récemment encore d'exploitation de l'Homme par l'Homme notamment sur les territoires ultra-marins.

A l'échelle Néo-Aquitaine, avec ces quatre ports (Bayonne, Bordeaux, Rochefort, La Rochelle), l'esclavage a fait la fortune des uns et la misère des autres. Dans cette région de tempérance et de retenue, l'horreur de l'esclavage s'est néanmoins développée selon un modèle industriel, illustrant joyeusement façades d'immeuble et calibrant même les grandes places urbaines. L'emprise de l'esclavage s'est inscrite dans le patrimoine et la forme urbaine.

Mais la résistance et la tolérance ont aussi toutes leurs places, acquises de hautes luttes dans cet esprit girondin où la parole de l'Etat lointain et centralisateur traversait parfois difficilement la Garonne. D'illustres Aquitains, de girondins et de Bordelais ont porté les valeurs qui fondent aujourd'hui notre contrat social.

Les résistances sont lentes, intrinsèquement peu visibles du fait même de leur nature mais elles existent par la force des valeurs et ont bien souvent triomphés des formes d'asservissements de l'homme par l'homme. Ainsi, à mon sens, la nécessité de mettre en perspective « esclavage » et « résistances » rend cette maison si singulière, différente d'un autre musée contre l'esclavage qui aurait tout sa place par ailleurs.

Ainsi, comme un pied de nez à l'histoire bordelaise de l'esclavage, la Maison Esclavages & Résistances, plantée fièrement en bord de Garonne, enverrait un signe au monde entier.

Depuis cette maison, les publics pourront admirer la transparence, non pas de la Garonne riche en limon et en culture, mais de la ville face à son histoire. Ce chenal de navigation jadis emprunté par les navires négriers porte aujourd'hui des marchandises nécessaires à nourrir la cité. Ces marchandises sont évidemment matérielles, mais rien n'empêchera les visiteurs de la Maison Esclavages & Résistances d'y trouver la nourriture mémorielle et d'y puiser la force de la résistance et de l'espérance.

CONTRIBUTION DE VINCENT BORDAS, DIRECTEUR DU SECOURS POPULAIRE

Maison Esclavages & Résistances

Je suis arrivé dans cette mission de travail grâce à mon intérêt pour le travail de mémoire, qui se concrétise plus particulièrement par mon engagement au sein de l'association du souvenir des fusillés de Souge.

J'y suis arrivé avec d'autant plus de conviction que mon engagement au sein du Secours populaire me confronte aux récits de celles et ceux qui, aujourd'hui encore, tentent de fuir l'esclavage qui sévit dans de trop nombreux pays. Et grâce un peu aussi, à cette généalogie improbable qui a fait d'un esclave haïtien mon ancêtre. C'est anecdotique mais cela ne gêne rien.

Ayant donc eu l'occasion de participer à plusieurs réunions de concertation dans ce processus, j'ai cependant été parfois mal à l'aise face à l'utilisation confuse voire abusive du terme d'esclavage. Car l'amalgame est trop vite faite à mon sens entre le phénomène historiquement bien identifié d'esclavage, et les situations d'exploitation que le langage commun désigne comme de "l'esclavage moderne". Accoler ces deux termes est d'abord un non-sens. S'il existe en effet des formes contemporaines d'esclavage, en aucun cas on ne pourrait les qualifier de modernes.

Mais surtout, il ne faudrait pas diluer le phénomène historique qui fait que c'est à Bordeaux que se pose la question d'un tel travail de mémoire. L'histoire de notre ville, sa richesse aussi, sont marquées par la marchandisation d'êtres humains, par leur réduction à l'état de "biens meubles", par la négation même de leur condition d'êtres humains.

Ce sont là des faits bien différents de ce que le langage courant a pris pour habitude de désigner comme esclavage. Un livreur à vélo du 21ème siècle est un travailleur sur-exploité, maltraité, dominé... mais il n'a pas perdu, au regard du reste de l'humanité, sa condition d'être humain.

Pour faire travail de mémoire correctement, pour être reconnue et respectée, la *Maison contre les esclavages* devra à mon sens poser comme postulat une définition claire de ce dont on parle. Ce qui n'empêche pas de détailler les différentes formes qu'a pris l'esclavage dans l'histoire et aujourd'hui. Il est à cet égard symptomatique qu'une forme d'esclavage n'ait que très peu été abordée dans les concertations, celle des femmes (souvent africaines) contraintes à la prostitution et vendues en tant que tel dans des réseaux mafieux internationaux.

A ma connaissance, seul le professeur Alioune Badara Fall en a parlé au cours de l'audition à laquelle j'ai participé.

Je crois que le travail de mémoire sur la traite transatlantique est indispensable mais pas suffisant. La Maison en gestation pourrait à mon sens devenir un lieu ressource, y compris pour lutter contre les esclavages contemporains et un lieu ressources pour celles et ceux, les associations tout particulièrement, qui luttent contre ces phénomènes.

Le débat a par ailleurs été vif lors des concertations sur la dénomination de cette maison. Je crois que le terme de *Maison contre les esclavages et des résistances (MER)* est assez juste. Introduire les résistances me paraît nécessaire : les individus et les peuples concernés n'ont pas été simplement victimes de leur condition ; c'est bien leur résistance et leurs luttes qui ont permis l'abolition.

Et comment ne pas rendre hommage à la lutte d'individus à qui on avait nié la condition de citoyen-ne.

Conserver le pluriel d'esclavages est aussi assez juste, à condition d'être clair sur la définition. Juste aussi pour traduire la complexité du processus esclavagiste dans l'histoire: la complexité des peuples impliqués dans celui-ci, même si les européens en ont incontestablement fait système et richesses. La complexité des histoires doit aussi avoir sa place, comme le montre par exemple le documentaire d'Aurélie Bambuck.

Ainsi, faire un tel travail de mémoire ne consiste ni à réparer ni à classer mais bien à remettre ce pan de notre histoire à sa juste place et à en faire quelque chose ensemble.

Les historiens devront pouvoir se servir de la MER pour reconstituer l'histoire de Bordeaux face à l'esclavage, se nourrir par exemple des témoignages comme celui entendu au Grand-Parc d'un citoyen qui racontait la résistance de sa grand-mère qui s'est levée et a dit Non.

Les artistes pourront y puiser les ressources pour exprimer les traces contemporaines de cette histoire. Et les bordelais.es pourront s'y rendre librement pour apprendre, comprendre et construire un futur débarrassé de l'esclavage.

CONTRIBUTION DE VICTOR RANDRIANARY, ENSEIGNANT

Maison Esclavages & Résistances

Hormis les quelques membres de l'association Mémoires et Partages, d'autres personnes issues de différents horizons socio-professionnels étaient réunies autour de la table ce soir-là.

Ayant conduit les échanges, très rapidement, j'ai ressenti un vif intérêt de la part des participants pour la question de la construction de la maison contre les esclavages et une réelle motivation pour y apporter leur contribution.

Ainsi, pour chaque question débattue, le groupe a dépassé le temps prévu car les idées foisonnaient.

Pour répondre à la première question par exemple, ces personnes ont unanimement manifesté leur condamnation de l'esclavage : "l'esclavage est la pire chose qui ait existé sur cette planète". De plus, elles ont souligné le fait qu'il existe plusieurs esclavages.

L'ensemble des participants considère que l'esclavage est toujours synonyme d'une grande souffrance humaine indescriptible car elle représente la déshumanisation et le racisme. Jusqu'à aujourd'hui, malheureusement la pluralité des formes d'esclavage est toujours présente dans nos sociétés.

Au fil des échanges, le souhait que cette maison contre les esclavages mette en lumière ces différentes formes d'esclavage a été exprimé. En tant que maison, elle réservera un accueil bienveillant à tout un chacun.

Les participants imaginent cette maison à Bordeaux, en bordure de la Garonne car ce fleuve représente un témoin de l'Histoire. Mais il s'agira aussi d'un espace d'information, de médiation et de socialisation ayant pour vocation particulière d'accueillir les jeunes et les scolaires.

Les différents intervenants ont émis le souhait de créer un lieu rassemblant plusieurs fonctions : lieu de résidence d'artistes, salle de conférence modulable équipée d'une sonorisation, salle de restauration et jardin extérieur dédié à plusieurs fonctions.

Enfin, à la question fondamentale concernant la structure qui gèrera cette maison, les participants sont unanimes pour dire qu'il faut qu'elle soit portée par une structure publique de type associatif.

ACTIVITES POSSIBLES DE LA MAISON ESCLAVAGES & RESISTANCES

La MCE pourrait mettre en œuvre, organiser et porter un certain nombre d'activités :

PARCOURS MEMOIRES

6 Parcours existent actuellement pour la ville de Bordeaux

Ces parcours peuvent être assurés en français mais aussi en anglais

ECOLE DES MEMOIRES

La MCE proposera au large public des résidences mémoires de 2,5 journées.

Ces résidences seront ouvertes au public français mais aussi européen et porteront sur l'histoire des traites et esclavages historiques et leurs formes contemporaines ainsi que les actions citoyennes en lien avec cette thématique.

EXPOSITIONS

Thématiques larges portant notamment sur le lien avec la traite et l'esclavage, la colonisation, l'apport culturel de l'Afrique, des Antilles et du continent américain.

Peinture / Sculpture / Photos / Créations diverses. Exemple, expositions temporaires associant différents publics dans le processus de création (les scolaires, les habitants, les usagers de structures telles que centres sociaux...).

RESIDENCES D'ARTISTES

La MCE pourra abriter des résidences d'artistes pouvant créer des œuvres sculptures, peintures, créations musicales et/ou danse, théâtre en lien avec la thématique des mémoires partagées.

CONFERENCES

Une série de conférences sera proposée par la MCE sur des thématiques sociétales larges.

PROJECTIONS FILMS/ DOCUMENTAIRES

Projections de films sur des sujets sociétaux suivie de débats.

REPRESENTATIONS THEATRALES / DANSE / GROUPES MUSICAUX

Associer le public au processus de création d'artistes qui seront invités dans la MER.

CAFES OBAMA

6 cafés OBAMA par an avec à chaque fois une thématique et une personnalité qui animera une conférence/débat. Thématiques d'actualités, historiques, sociétales...

BLACK HISTORY MONTH

Au mois de février, une série d'animations et de manifestations axée sur une personnalité

FRANCOLIVRES

Au mois d'avril un évènement autour d'écrivains Néo-Aquitain.e.s en lien avec la thématique des afro descendants.

MOIS DES MEMOIRES

Au mois de mai, série d'animations et manifestations diverses en lien avec l'histoire de la traite et de l'esclavage dans le cadre du mois des mémoires national et ses abolitions.

HAÏTI CHERIE

Au mois de septembre une série d'animations et manifestations diverses en lien avec l'histoire de la création de l'état haïtien et son lien avec la traite et l'esclavage.

FET KAF

Le 20 décembre et les jours alentours la MER pourra organiser des événements en lien avec la traite et de l'esclavage dans l'océan Indien et ses abolitions.

JOURNEE INTERNATIONALE CREOLE

Chaque année, depuis 1983, le 28 octobre est une occasion de célébrer la langue et la culture créoles à travers les pays et communautés ayant le Créole en partage, soit plus de 10 millions de personnes à travers le monde.